



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU
VAL D'OISE
(R.A.A)**

ARRETES DE LA PRESIDENTE

DU MOIS DE JUIN 2019

N°14

Publié le 8 juillet 2019

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA SOLIDARITE

Direction de l'Offre Médico-Sociale

- Secteur Personnes Âgées

Arrêtés Prix de journée :

2019-25 "Résidence Médicis" à Argenteuil	1
2019-26 "Les Jardins d'Éleusis" à Ézanville	3
2019-28 "Le Grand Clos" au Plessis-Bouchard	5

- Secteur Enfance

Arrêtés fixant les recettes et dépenses prévisionnelles :

2019-011 Groupe SOS Jeunesse - AROBASE à Goussainville	7
2019-012 Groupe SOS Jeunesse – SAU à Arnouville	11
2019-019 Sauvegarde SAF à Cergy	15
2019-022 Sauvegarde DHAE à Bessancourt	19
2019-024 MARS 95 Château DINO à Montmorency	23
2019-025 VAGA Résidence Jeunes à Saint-Ouen-l'Aumône	27
2019-028 Cent Familles Le Renan à Corneilles-en-Vexin	31
2019-032 MELIA à Cergy	35
2019-036 Sauvegarde EMEF à Pontoise	38
2019-037 OPEJ Château de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône	41
2019-038 OPEJ - AEMO à Sarcelles	45
2019-039 OPEJ - SAFEJ à Sarcelles	49
2019-040 Groupe SOS Jeunesse - Bois Renard à Saint-Prix	52
2019-041 Enfance Présent Val Enfant à Garges-lès-Gonesse	55

- Secteur Personnes Handicapées

Dotation globale :

2019-04 9 établissements et services gérés par HEVEA à Jouy-le-Moutier	58
2019-05 4 établissements et services gérés par APF France Handicap	61
2019-06 Remora 95 Association Voir Ensemble à Cergy	64
2019-07 SAVS Taverny à Taverny	67
2019-08 FH Georges Lapierre à Taverny	70
2019-09 SAMSAH Horizon à Groslay	73
2019-10 SAMSAH de l'ADAPT	75

Prix de journée :

2019-29 EHPAD Jacques Achard à Marly-la-Ville	77
2019-30 EHPAD Jules Fossier à Louvres	79
2019-31 EHPAD Centre Hospitalier de Gonesse	81
2019-32 accueil de jour Centre Hospitalier de Gonesse	83
2019-33 EHPAD C.C.A.S EDF-GDF à Andilly	85

2019-34 accueil de jour EHPAD C.C.A.S EDF-GDF à Andilly	87
2019-35 accueil de jour EHPAD Le Clos de l'Oseraie à Osny	89
2019-36 EHPAD Jeanne Callarec à Montmorency	91
2019-37 EHPAD Louis Grassi à Presles.....	93
2019-38 USLD Centre Hospitalier Simone Veil à Eaubonne.....	95
2019-39 accueil de jour EHPAD Les Pensées à Argenteuil	97
2019-41 accueil de jour Centre Hospitalier Simone Veil à Montmorency	99
2019-45 accueil de jour Les Sorbiers EHPAD ZEMGOR à Corneilles-en-Parisis	101
2019-46 EHPAD Sainte-Geneviève à Taverny	103
2019-47 accueil de jour EHPAD Sainte-Geneviève à Taverny	105
2019-48 EHPAD Saint-Laurent à Beaumont-sur-Oise et EHPAD Quiétude Meru Groupe Hospitalier Carnelle Les Portes de l'Oise.....	107
2019-49 EHPAD CCAS EDF/GDP à Andilly	109
2019-50 EHPAD Korian Hauts d'Andilly à Andilly	111
2019-51 EHPAD Korian Le Cottage à Argenteuil.....	113
2019-52 EHPAD Les Pensées à Argenteuil.....	115
2019-53 EHPAD Résidence Médicis à Argenteuil	117
2019-54 EHPAD Val Notre-Dame à Argenteuil.....	119
2019-55 EHPAD Le Clos d'Arnouville à Arnouville	121
2019-56 EHPAD du GHCP - Site Beaumont-sur-Oise / Meru - à Beaumont-sur-Oise.....	123
2019-57 EHPAD Bellefontaine à Bellefontaine	125
2019-58 EHPAD Résidence Arc en Ciel à Bezons	127
2019-59 EHPAD Résidence Le Mesnil à Bouffémont	129
2019-60 EHPAD Résidence du Manoir à Bray-et-Lu	131
2019-61 EHPAD Le Menhir à Cergy.....	133
2019-62 EHPAD Résidence Les Sansonnets à Chars.....	135
2019-63 EHPAD Chabrand Thibault à Corneilles-en-Parisis	137
2019-64 EHPAD ZEMGOR à Corneilles-en-Parisis	139
2019-84 EHPAD Résidence de Provence à Goussainville	141
2019-85 EHPAD Les Jardins Semiramis à Herblay	143
2019-86 EHPAD Résidence Le Grand Clos au Plessis-Bouchard	145
2019-87 EHPAD Fondation Chantepie Mancier EHPAD MRH à l'Isle-Adam	147
2019-88 EHPAD Jules Fossier MGEN à Louvres	149
2019-89 EHPAD de Magny-en-Vexin	151
2019-90 EHPAD de Marines	153
2019-91 EHPAD Jacques Achard MGEN à Marly-la-Ville.....	155
2019-92 EHPAD Résidence de la Rue John Lennon à Montigny-lès-Cormeilles	157
2019-93 EHPAD Résidence de Montmagny à Montmagny	159
2019-94 EHPAD Montjoie à Montmorency	161
2019-95 EHPAD Résidence Arménienne à Montmorency.....	163
2019-96 EHPAD Jeanne Callarec à Montmorency	165
2019-97 EHPAD La Cerisaie à Montmorency.....	167
2019-98 EHPAD Le Château Saint Valery à Montmorency	169
2019-118 EHPAD Sainte-Geneviève à Taverny	171
2019-119 EHPAD Le Castel à Taverny	173
2019-120 EHPAD Pays de France Carnelle à Viarmes	175
2019-121 EHPAD Résidence Bellevue à Villiers-le-Bel	177
2019-122 EHPAD Résidence des Lys à Pierrelaye	179
2019-123 EHPAD Résidence Arc-en-Ciel à Bezons	181
2019-126 EHPAD Saint-Louis à Pontoise.....	183
2019-127 accueil de jour EHPAD Saint-Louis à Pontoise	185
2019-128 EHPAD Annie Beauchais à Sarcelles	187

LE 13 JUIN 2019

**ARRETE n°2019-25
FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD RESIDENCE MEDICIS - ARGENTEUIL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Résidence Médicis", situé 74 boulevard Héloïse - 95100 ARGENTEUIL, géré par la SARL Résidence Médicis du groupe DOMUSVI, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	536 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	33 909 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	34 445 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	34 445 €
Reprise de résultat 2016	- €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	34 445 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires de l'Accueil de Jour "Résidence Médicis", sont fixés à :

Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 : **22,72 €**
 Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 : **14,32 €**
 Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 : **6,08 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 : **22,53 €**
 Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 : **14,20 €**
 Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 : **6,03 €**

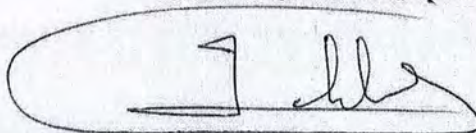
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **13 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **13 JUIN 2019**

LE 13 JUIN 2019

**ARRETE n°2019-26
FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD LES JARDINS D'ELEUSIS - EZANVILLE -**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

■ SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Les Jardins d'Eleusis", situé : 6 grande Rue - 95460 EZANVILLE, géré par la SAS Eleusis du groupe DOMUSVI, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	0 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	33 048 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	33 048 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	33 048 €
Reprise de résultat 2016	- €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	33 048 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires de l'Accueil de Jour "Les Jardins d'Eleusis", sont fixés à :

Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 :22,62 €
 Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 :14,34 €
 Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 : 6,06 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 :22,52 €
 Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 :14,30 €
 Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 : 6,07 €

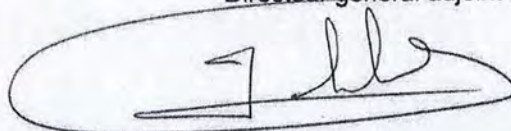
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 13 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 13 JUIN 2019

LE 11 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-28
FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD LE GRAND CLOS – LE PLESSIS BOUCHARD**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Le Grand Clos", situé 3 rue Gabriel Péri – 95130 LE PLESSIS BOUCHARD, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	0 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	48 475 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	48 475 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	48 475 €
Reprise de résultat 2016 (déficit)	€
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	48 475 €

ARTICLE 2 : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Le Grand Clos", sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :**25,02 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :**15,90 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :**6,74 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :**24,90 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :**15,79 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :**6,70 €**

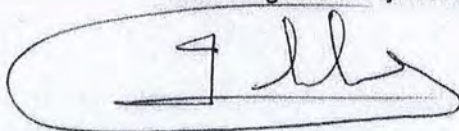
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **11 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **11 JUIN 2019**



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Officier de la Légion d'Honneur
et Officier de l'Ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-011 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 31 octobre 2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service Groupe SOS Jeunesse - AROBASE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

Groupe SOS Jeunesse - AROBASE 13 Rue Camille Pelletan 95190 GOUSSAINVILLE, géré par l'**Association : Groupe SOS Jeunesse** dont le siège social est situé , 102-C Rue Amelot 75011 PARIS 11EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	254 648 €	1 523 767 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 008 690 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	260 429 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	1 646 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 646 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement Groupe SOS Jeunesse - AROBASE à GOUSSAINVILLE, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	150,92 €
--	-----------------

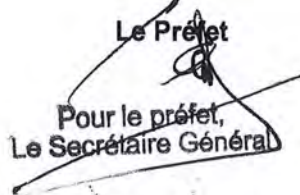
Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

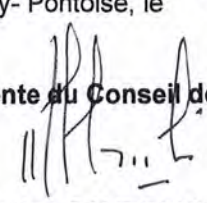
Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

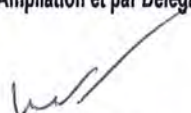
Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le 13 JUIN 2019


Le Préfet
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
Maurice BARATE


La Présidente du Conseil départemental
Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation


Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

11

**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Officier de la Légion d'Honneur
et Officier de l'Ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-012_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 30/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service Groupe SOS Jeunesse - SAU - Arnouville a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

Groupe SOS Jeunesse - SAU - Arnouville 7 Rue Jean Jaures 95400 ARNOUVILLE, géré par l' **Association : Groupe SOS Jeunesse** dont le siège social est situé , 102-C Rue Amelot 75011 PARIS 11EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 839 €	882 831 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	586 742 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	172 250 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	20 314 €	20 643 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	329 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement Groupe SOS Jeunesse - SAU - Arnouville à ARNOUVILLE, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	194,64 €
--	-----------------

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

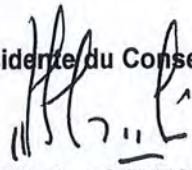
Fait à Cergy- Pontoise, le 18 JUIN 2019

Le Préfet

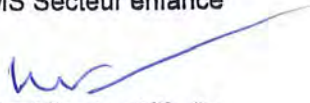
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental


Marie-Christine CAVECCHI

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance


Pour Ampliation et par Délégation



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-019_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 29/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service SAUVEGARDE - SAF a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

SAUVEGARDE - SAF 14 Avenue du Centaure 95000 CERGY, géré par l'**Association : Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Val d'Oise** dont le siège social est situé 20, rue Lecharpentier 95300 PONTOISE,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	816 750 €	4 976 129 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 778 607 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	380 772 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 800 €	4 800 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement SAUVEGARDE - SAF à CERGY, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	130,75 €
--	-----------------

Prix surveillance Le prix de surveillance est égal à 21% du prix de journée calculé au 01/01/2019, soit 27.75 €. €

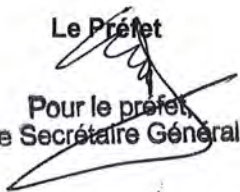
Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

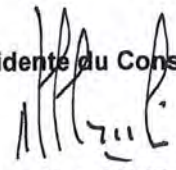
Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

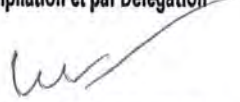
Fait à Cergy- Pontoise, le **19 JUIN 2019**

Le Préfet

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation


Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

From American to Belgian

Volume 1: 1914-1918
Volume 2: 1918-1921



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-022 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 29/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service SAUVEGARDE - DHAE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

SAUVEGARDE - DHAE 97 av. de Paris 95550 BESSANCOURT, géré par l'Association : **Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Val d'Oise** dont le siège social est situé 20, rue Lecharpentier 95300 PONTOISE,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	394 950 €	2 765 026 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 931 712 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	438 364 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 484 €	26 500 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	24 016 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement SAUVEGARDE - DHAE à BESSANCOURT, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	167,35 €
--	-----------------

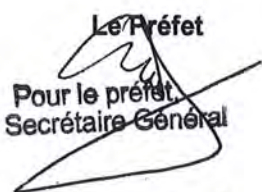
Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

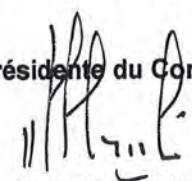
Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le **19 JUIN 2019**

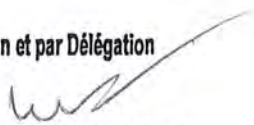

Le Préfet
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE


La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation


Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

1. The first part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system of equations (1) as $t \rightarrow \infty$. It is shown that the solutions of this system tend to zero as $t \rightarrow \infty$ if and only if the matrix A is stable.



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Officier de la Légion d'Honneur
et Officier de l'Ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-024_DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 31/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service MARS 95 - CHATEAU DINO a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

MARS 95 - CHATEAU DINO 74 avenue Charles de Gaulle 95160 MONTMORENCY, géré par l' **Association : Mouvement Associatif d'Action et de Réadaptation Sociales** dont le siège social est situé 68, avenue Charles-de-gaulle 95160 MONTMORENCY,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	619 632 €	4 211 808 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 849 169 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	743 007 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	71 010 €	87 199 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	16 189 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement MARS 95 - CHATEAU DINO à MONTMORENCY, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Hébergement :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	188,46 €
--	----------

MNA accès à l'autonomie :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	71,11 €
--	---------

Prix spécifique Le prix de journée du service de suite est retenu à hauteur de 25.88€. €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le 13 JUIN 2019

Le Préfet
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation

Monique VASSEUR
25
DANS Secteur enfance

1000

1000

1000

1000



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Officier de la Légion d'Honneur
et Officier de l'Ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-025_ DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 31/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service ~~VAGA - RESIDENCE JEUNES~~ a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

VAGA - RESIDENCE JEUNES 34 Rue d'Epluches 95310 ST OUEN L AUMONE, géré par l' **Fondation : Fondation la Vie Au Grand Air** dont le siège social est situé 20, Rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 842 €	1 055 358 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	670 580 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	260 936 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 524 €	1 524 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement VAGA - RESIDENCE JEUNES à ST OUEN L AUMONE, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	150,45 €
--	-----------------

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le 13 JUIN 2019

Le Préfet
Pour le préfet
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CÀVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

THE AGE OF

THE AGE OF

THE AGE OF



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise**

Arrêté n° 2019-028 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté N° 17-32 du 24 octobre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 02/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service Cent Familles - LE RENAN a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

Cent Familles - LE RENAN 28 route de Grisy 95830 CORMEILLES EN VEXIN, géré par l' Association : **CENT FAMILLES** dont le siège social est situé 12, Rue de Neuilly 92110 CLICHY,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	244 450 €	1 478 861 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 015 600 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	218 811 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	8 306 €	8 306 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement Cent Familles - LE RENAN à CORMEILLES EN VEXIN, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	153,27 €
--	-----------------

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

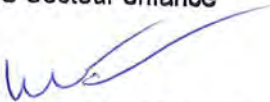
Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

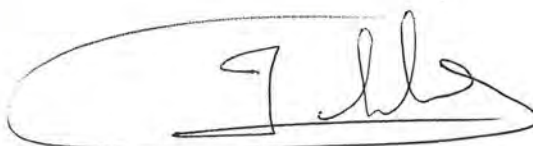
Fait à Cergy- Pontoise, le 17 JUIN 2019

Pour le Président et par délégation

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance


Pour Ampliation et par Délégation

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint chargé de la
solidarité





**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise**

Arrêté n° 2019-032 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté N° 17-32 du 24 octobre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 29/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service MELIA a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service :

MELIA 3 Place de la Pergola 95000 CERGY, géré par l'**Association : MELIA Centre de Thérapie Familiale et Sociale** dont le siège social est situé 3, Place de la Pergola 95000 CERGY,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	109 085 €	315 847 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	181 782 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24 980 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	83 800 €	94 798 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	10 998 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, une dotation annuelle globale d'un montant de 226 002 € (deux cent vingt-six mille deux euros) a été arrêtée.

Article 3 : La dotation globale de financement est versée à l'établissement ou au service par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

Article 4 : Dans l'attente d'un nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

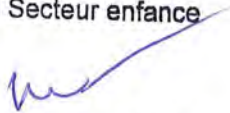
Article 7 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 8 : Le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le **18 JUIN 2019**

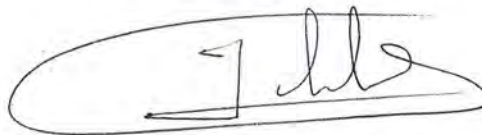
Pour le Président et par délégation

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance



Pour Ampliation et par Délégation

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint chargé de la
solidarité





**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-036_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 29/10/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service SAUVEGARDE - EMEF a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service :

SAUVEGARDE - EMEF 10 rue Victor Hugo 95300 PONTOISE, géré par l' **Association : Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Val d'Oise** dont le siège social est situé 20, rue lecharpentier 95300 PONTOISE,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 750 €	213 959 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	165 720 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	31 489 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	88 758 €	88 758 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, une dotation annuelle globale d'un montant de 125 201 € (cent vingt-cinq mille deux cent un euros) a été arrêtée.

Article 3 : La dotation globale de financement est versée à l'établissement ou au service par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

Article 4 : Dans l'attente d'un nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

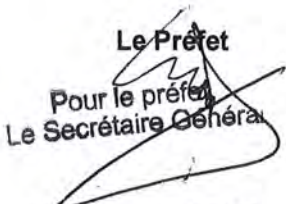
Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

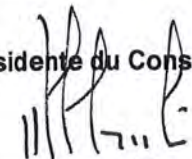
Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 7 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le **19 JUIN 2019**

Le Préfet
Pour le préfet
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CÀVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation


Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-037_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 14/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service OPEJ - CHATEAU DE MAUBUISSON a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

OPEJ - CHATEAU DE MAUBUISSON Château de Maubuisson 95310 ST OUEN L AUMONE, géré par l' **Fondation : Fondation "Oeuvre de Protection des Enfants Juifs"** dont le siège social est situé 10, rueThéodule Ribot 75017 PARIS 17EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	357 500 €	2 261 446 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 541 780 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	362 166 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	9 564 €	24 041 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	14 477 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement OPEJ - CHATEAU DE MAUBUISSON à ST OUEN L AUMONE, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	146,90 €
--	-----------------

Article 3 : Le département versera par douzième mensuel une dotation globalisée de 2 274 675 € (deux millions deux cent soixante-quatorze mille six cent soixante-quinze euros).

Article 4 : L'association devra produire mensuellement un état nominatif des jeunes dont la prise en charge est financée par le Département. Il sera procédé à une régularisation des versements sur l'exercice suivant au regard de l'activité réalisée pour le Département.

Article 5 : Dans l'attente du nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

Article 6 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 8 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le

19 JUIN 2019

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance



**DIRECTION DE LA PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
ILE DE FRANCE ET OUTRE-MER**

**DIRECTION TERRITORIALE
DU VAL D'OISE**



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise

Arrêté n° 2019-038_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil départemental ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 14/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service OPEJ - AEMO a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport conjoint : du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise et de la Directrice de l'offre médico-sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

Sur proposition : du Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise et du Directeur Général des services du Département

ARRETENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service :

OPEJ - AEMO 14 Rue Louis Lebrun 95200 SARCELLES, géré par l' **Fondation :**
Fondation "Oeuvre de Protection des Enfants Juifs" dont le siège social est situé 10,
rueThéodule Ribot 75017 PARIS 17EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 419 €	540 419 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	394 462 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	94 538 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000 €	1 000 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations du service OPEJ - AEMO à SARCELLES, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	10,93 €
--	----------------

Article 3 : Le département versera par douzième mensuel une dotation globalisée de 998 894 € (neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent quatre-vingt-quatorze euros).

Article 4 : L'association devra produire mensuellement un état nominatif des jeunes dont la prise en charge est financée par le Département. Il sera procédé à une régularisation des versements sur l'exercice suivant au regard de l'activité réalisée pour le Département.

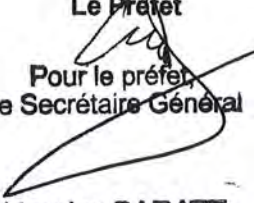
Article 5 : Dans l'attente du nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

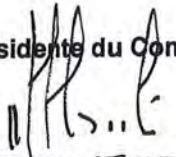
Article 6 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

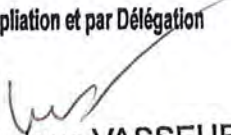
- Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.
- Article 9 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Val d'Oise, le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le **19 JUIN 2019**

Le Préfet
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Maurice BARATE

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Pour Ampliation et par Délégation


Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

noncognitive test to reflect test use.



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise**

Arrêté n° 2019-039 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté N° 17-32 du 24 octobre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargée de la solidarité ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 14/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service OPEJ - SAFEJ a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;

- VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

OPEJ - SAFEJ 3 bd Albert Camus 95200 SARCELLES, géré par l' **Fondation : Fondation "Oeuvre de Protection des Enfants Juifs"** dont le siège social est situé 10, rueThéodule Ribot 75017 PARIS 17EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	172 437 €	1 004 387 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	664 205 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	167 745 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	0 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement OPEJ - SAFEJ à SARCELLES, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	66,54 €
--	----------------

Article 3 : Le département versera par douzième mensuel une dotation globalisée de 1 302 475 € (un million trois cent deux mille quatre cent soixante-quinze euros).

Article 4 : L'association devra produire mensuellement un état nominatif des jeunes dont la prise en charge est financée par le Département. Il sera procédé à une régularisation des versements sur l'exercice suivant au regard de l'activité réalisée pour le Département.

Article 5 : Dans l'attente du nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

Article 6 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

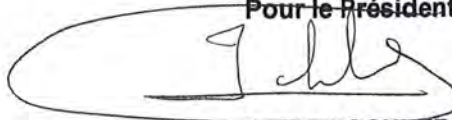
- Article 7 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.
- Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.
- Article 9 :** Le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le **17 JUIN 2019**

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance


Pour Ampliation et par Délégation

Pour le Président et par délégation



Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint chargé de la
solidarité



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise**

Arrêté n° 2019-040_DOMS_SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté N° 17-32 du 24 octobre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 02/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service Groupe SOS Jeunesse - BOIS RENARD a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;

- VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

Groupe SOS Jeunesse - BOIS RENARD 9 Ruelle Pérette 95390 ST PRIX, géré par l'**Association : Groupe SOS Jeunesse** dont le siège social est situé , 102-C Rue Amelot 75011 PARIS 11EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	382 858 €	2 362 289 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 617 957 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	361 474 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	220 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	220 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations de la structure d'hébergement Groupe SOS Jeunesse - BOIS RENARD à ST PRIX, est fixée comme suit à compter du 01/06/2019 :

Prix de journée applicable au 01/06/2019 (R 314-35 du CASF)	170,95 €
--	-----------------

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

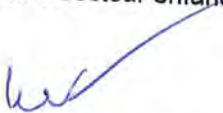
Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 6 : Le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le 17 JUIN 2019

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance


Pour Ampliation et par Délégation

Pour le Président et par délégation



Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint chargé de la
solidarité



**Direction générale adjointe
chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du Val d'Oise**

Arrêté n° 2019 - 041 DOMS SE

- VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'arrêté N° 17-32 du 24 octobre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité ;
- VU la délibération N° 3-27 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 21 décembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;
- VU le courrier transmis le 05/11/2018 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service ENFANT PRESENT - VAL ENFANT a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019 ;
- VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

ENFANT PRESENT - VAL ENFANT 24 rue du Colonel Fabien 95140 GARGES LES GONESSE, géré par l'**Association : ENFANT PRESENT** dont le siège social est situé 15, rue des Montiboeufs 75020 PARIS 20EME ARRONDISSEMENT,

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Totaux en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 069 €	365 622 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	295 436 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	35 117 €	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 333 €	3 333 €
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2019, une dotation annuelle globale d'un montant de 290 535 € (deux cent quatre-vingt-dix mille cinq cent trente-cinq euros) a été arrêtée.

Article 3 : La dotation globale de financement est versée à l'établissement ou au service par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant.

Article 4 : Dans l'attente d'un nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 7 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

Article 8 : Le Directeur général des services du Département, la Directrice de l'offre médico-sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance


Pour Ampliation et par Délégation

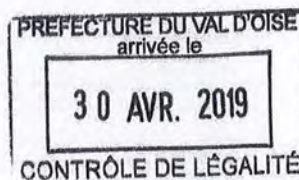
Fait à Cergy- Pontoise, le 17 JUIN 2019

Pour le Président et par délégation

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint chargé de la
solidarité



LE 26 AVR. 2019



LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 -04

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Action sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU l'article 74 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 désormais codifiée à l'article L 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles concernant les CPOM pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées

VU le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, concernant l'EPRD

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2019-2023 signé le 21/12/2018 avec l'association HEVEA pour les établissements et services relevant de la compétence du Département ;

VU Le Règlement Départemental d'Aide Sociale

CONSIDERANT l'état des usagers pris en charge par chacun des établissements et services au 31/12/2018, précisant notamment leur domicile de secours, qui permet de déterminer la quote-part à la charge du département

Sur proposition du Directeur général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'enveloppe budgétaire globalisée 2019 des établissements et services gérés par l'Association HEVEA, domiciliée 31 rue de Maurecourt 95 280 JOUY LE MOUTIER, a été fixée à 13 249 822,00 €.

ARTICLE 2 : La participation des départements extérieurs et des payants, soit 2 863 230,57 €, est retirée de l'enveloppe budgétaire globalisée ci-dessus.

La dotation globale commune (DGC) 2019 est fixée à 10 386 591,43 €.

La répartition à titre prévisionnel et pour information, par structure, de cette dotation globale commune est la suivante :

Structure	Enveloppe budgétaire 2019	Participation autres départements et payants	DGC 2019 en €	Versements déjà effectués	Reste à régler	Versements Mai 2019	Versements mensuels Juin à Décembre 2019
FOYERS L'OLIVAIE	3 429 900 €	1 071 177,16 €	2 358 722,84 €	788 397,76 €	1 570 325,08 €	194 403,40 €	196 560,24 €
MAPHA LA SAULAIE	1 679 098 €	839 554,10 €	839 543,90 €	323 630,28 €	515 913,62 €	26 179,69 €	69 961,99 €
FH LA CHARMILLE	2 532 728 €	422 097,27 €	2 110 630,73 €	693 079,48 €	1 417 551,25 €	186 350,02 €	175 885,89 €
SAVS LA HETRAIE	321 712 €	- €	321 712,00 €	112 435,00 €	209 277,00 €	21 611,69 €	26 809,33 €
FOYERS LA GARENNE DU VAL	3 115 008 €	359 443,61 €	2 755 564,40 €	918 521,48 €	1 837 042,92 €	229 630,33 €	229 630,37 €
CAVT EVO	715 096 €	- €	715 096,00 €	230 419,28 €	484 676,72 €	67 537,41 €	59 591,33 €
CAVT VPA	499 790 €	83 298,00 €	416 492,00 €	138 830,68 €	277 661,32 €	34 707,63 €	34 707,67 €
ETAP'APPART	525 966 €	87 660,44 €	438 305,56 €	156 077,24 €	282 228,32 €	26 550,10 €	36 525,46 €
SAVS VPA	430 524 €	- €	430 524,00 €	143 508,00 €	287 016,00 €	35 877,00 €	35 877,00 €
TOTAL	13 249 822 €	2 863 230,57 €	10 386 591,43 €	3 504 899,20 €	6 881 692,23 €	822 847,27 €	865 549,28 €

ARTICLE 3 : La DGC est versée par douzièmes mensuels qui correspondent à la fraction forfaitaire versée mensuellement par le Département, en application des articles R 314-107 et 108 du CASF. La DGC sera versée sur le compte de l'association HEVEA.

Les sommes déjà versées du 1er janvier au 30 avril 2019 s'élèvent à 3 504 899,20 €.

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de 6 881 692,23 €.

Ce montant sera versé selon l'échéancier suivant :

- Le 20/05/2019 822 847,27 €
- Le 20 des mois suivants 865 549,28 €

ARTICLE 4 : En application de l'article R 314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 5 : Les prix de journée moyens (allocations logements déduites) au 1^{er} janvier 2019 sont fixés à :

Structure	PJ au 01/01/2019				
	Foyer de Vie (FV)	Foyer d'hébergement (FH)	Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)	Accueil de Jour (AJ)	SAVS ou SAVS REGROUPE
FOYERS L'OLIVAIE	206,37 €		206,37 €	137,59 €	
MAPHA LA SAULAIE	191,02 €				
FH LA CHARMILLE		132,74 €			
SAVS LA HETRAIE					38,66 €
FOYERS LA GARENNE DU VAL	211,78 €		211,78 €	141,19 €	
CAVT EVO				113,69 €	
CAVT VPA				92,55 €	
ETAP'APPART					82,83 €
SAVS VPA					35,88 €

ARTICLE 6 : Les tarifs journaliers opposables aux départements extérieurs ou aux payants à compter du **01/05/2019** sont fixés à :

Structure	PJ au 01/05/2019				
	Foyer de Vie (FV)	Foyer d'hébergement (FH)	Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)	Accueil de Jour (AJ)	SAVS ou SAVS REGROUPE
FOYERS L'OLIVAIE	206,37 €		206,37 €	137,59 €	
MAPHA LA SAULAIE	189,91 €				
FH LA CHARMILLE		132,40 €			
SAVS LA HETRAIE					37,74 €
FOYERS LA GARENNE DU VAL	211,78 €		211,78 €	141,19 €	
CAVT EVO				113,69 €	
CAVT VPA				92,56 €	
ETAP'APPART					76,96 €
SAVS VPA					35,88 €

Les tarifs FV, FH et FAM s'entendent allocations logement déduites.

L'association devra produire trimestriellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département du Val d'Oise.

ARTICLE 7 : La DGC 2019 sera reconduite en 2020 jusqu'à la fixation de la DGC 2020 et versée par douzième de 865 549.28 €.

ARTICLE 8 : Dans l'attente de l'arrêté fixant la DGC **2020**, le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) aux départements extérieurs ou aux usagers payants à compter du **1er janvier 2020** est fixé au niveau des prix de journée moyens arrêtés pour 2019 à l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres.

ARTICLE 10 : Le directeur général des services du département, le payeur départemental et le responsable de l'organisme gestionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le **26 AVR. 2019**
Pour la Présidente et par délégation,



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

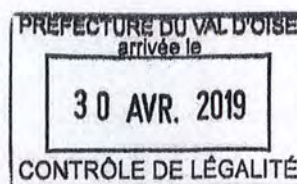
LE **26 AVR. 2019**

Laurent SCHLERET

Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité



LE 26 AVR. 2019



LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 05

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le Code de l'Action sociale et des Familles ;

VU l'article 74 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 désormais codifiée à l'article L 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles concernant les CPOM pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées

VU le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, concernant l'EPRD

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2018-2022 signé entre l'association APF France HANDICAP pour les établissements et services relevant de la compétence du Département ;

VU les négociations en cours en vue de la signature du CPOM par la Présidente du Conseil départemental ;

VU Le Règlement Départemental d'Aide Sociale

SUR proposition du Directeur général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'enveloppe budgétaire globalisée 2019 des établissements et services gérés par l'Association APF France HANDICAP, domiciliée 17 Bd Auguste Blanqui 75013 PARIS 13EME ARRONDISSEMENT, a été fixée à 6 117 065,00 €.

ARTICLE 2 : La participation des départements extérieurs et des payants, soit 2 405 743,99 €, est retirée de l'enveloppe budgétaire globalisée ci-dessus.

La dotation globale commune (DGC) 2019 est fixée à 3 711 321,01 €.

La répartition à titre prévisionnel et pour information, par structure, de cette dotation globale commune est la suivante :

Structure	Enveloppe budgétaire 2019	Participation autres départements et payants	DGC 2019 en €	Versements déjà effectués	Reste à régler	Versements Juin 2019	Versements mensuels Juillet à Décembre 2019
FV HANDAS	1 500 649 €	491 970,35 €	1 008 678,65 €	420 431,20 €	588 247,45 €	83 908,15 €	84 056,55 €
SAMSAH APF 95	579 439 €	- €	579 439,00 €	241 432,90 €	338 006,10 €	48 286,62 €	48 286,58 €
SAVS APF 95	659 801 €	- €	659 801,00 €	274 917,10 €	384 883,90 €	54 983,38 €	54 983,42 €
FV/FAM LOUIS FIEVET	3 377 176 €	1 913 773,64 €	1 463 402,36 €	586 297,90 €	877 104,46 €	145 403,26 €	121 950,20 €
TOTAL	6 117 065 €	2 405 743,99 €	3 711 321,01 €	1 523 079,10 €	2 188 241,91 €	332 581,41 €	309 276,75 €

ARTICLE 3 : La DGC est versée par douzièmes mensuels qui correspondent à la fraction forfaitaire versée mensuellement par le Département, en application des articles R 314-107 et 108 du CASF. La DGC sera versée sur le compte de l'association APF France HANDICAP.

Les sommes déjà versées du 1er janvier au 31 mai 2019 s'élèvent à 1 523 079,10.

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de 2 188 241,91 €.

Ce montant sera versé selon l'échéancier suivant :

- Le 20/06/2019 332 581,41 €
- Le 20 des mois suivants 309 276,75 €

ARTICLE 4 : En application de l'article R 314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 5 : Les prix de journée moyens (**allocations logements déduites**) au 1^{er} janvier 2019 sont fixés à :

Structure	PJ au 01/01/2019			
	Foyer de Vie (FV)	Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)	Accueil de Jour (AJ)	SAVS
FV HANDAS	248,61 €		165,75 €	
SAMSAH APF 95				
SAVS APF 95				42,04 €
FV/FAM LOUIS FIEVET	166,77 €	166,77 €		

ARTICLE 6 : Les tarifs journaliers opposables aux départements extérieurs ou aux payants à compter du **01/06/2019** sont fixés à :

Structure	PJ au 01/06/2019			
	Foyer de Vie (FV)	Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)	Accueil de Jour (AJ)	SAVS
FV HANDAS	248,61 €		165,75 €	
SAMSAH APF 95				
SAVS APF 95				35,26 €
FV/FAM LOUIS FIEVET	166,77 €	166,77 €		

Les tarifs FV et FAM s'entendent allocations logement déduites.

L'association devra produire trimestriellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département du Val d'Oise.

ARTICLE 6 : La DGC 2019 sera reconduite en 2020 jusqu'à la fixation de la DGC 2020 et versée par douzième de 309 276,75 €.

ARTICLE 7 : Dans l'attente de l'arrêté fixant la DGC **2020**, le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) aux départements extérieurs ou aux usagers payants à compter du **1er janvier 2020** est fixé au niveau des prix de journée moyens arrêtés pour 2019 à l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

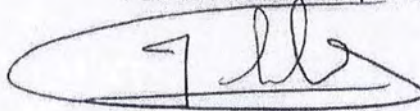
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres.

ARTICLE 9 :

Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

26 AVR. 2019

Fait à Cergy, le
Pour la Présidente et par délégation,



Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité
ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 26 AVR. 2019



LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 06

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1^{er}, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2018 et les pièces justificatives annexées ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le budget prévisionnel de l'exercice 2019 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « Remora 95 _ Association VOIR ENSEMBLE » situé : 8 RUE TRAVERSIERE 95000 CERGY, géré par « Association "Voir ensemble" », domicilié 15 rue Mayet 75006 PARIS 6EME ARRONDISSEMENT, est autorisé comme suit :

Dépenses du groupe I	26 033 €
Dépenses du groupe II	706 306 €
Dépenses du groupe III	197 741 €
Total des charges brutes	930 080 €
Produits du groupe II	0 €
Produits du groupe III	0 €
Total des charges nettes	930 080 €
Reprise de résultat excédentaire	42 906 €

La dotation globale de financement est arrêtée à **887 174€**.

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

ARTICLE 2 :

Le prix de journée moyen (**allocations logements déduites**) au 1^{er} janvier 2019 est fixé à :

- SAVS	32,86 €
- Evaluations	32,86 €

ARTICLE 3 :

L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département.

ARTICLE 4 :

PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Tous les usagers sont valdoisiens donc PJG = DGF = 887 174 €

Versements effectués en 2019 selon la tarification de l'exercice : 2018

- au 20/01/2019	74 889,17 €
- au 20/02/2019	74 889,17 €
- au 20/03/2019	74 889,17 €
- au 20/04/2019	74 889,17 €
Total	299 556,68 €

A verser : PJG – versements effectués en 2019 sur base tarif 2018:

887 174,00€ – 299 556,68€ = 587 617,32€

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de : **587 617,32€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

- au 20/05/2019	70 099,13 €
- au 20/06/2019	73 931,17 €
- au 20/07/2019	73 931,17 €
- au 20/08/2019	73 931,17 €
- au 20/09/2019	73 931,17 €
- au 20/10/2019	73 931,17 €
- au 20/11/2019	73 931,17 €
- au 20/12/2019	73 931,17 €

ARTICLE 5 :

En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2020, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2019, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 887 174,00€ soit 73 931,17€ à partir de janvier 2020.

ARTICLE 6 :

Le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) au 01/05/2019, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- SAVS	32,64 €
- Evaluations	32,64 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification 2020, le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) à compter du 1^{er} janvier 2020 est fixé à :

- SAVS	32,86 €
- Evaluations	32,86 €

ARTICLE 7 :

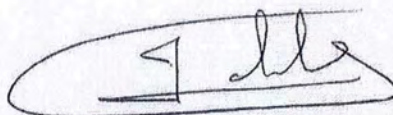
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 :

Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

19 AVR. 2019

Fait à Cergy, le
Pour le Président et par délégation,

A handwritten signature in black ink, enclosed within an oval-shaped stamp. The signature appears to be 'L. Schleret'.

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 07

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1^{er}, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2018 et les pièces justificatives annexées ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le budget prévisionnel de l'exercice 2019 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « SAVS TAVERNY » situé : 109 Rue de Montmorency 95150 TAVERNY, géré par « FEDERATION DES APAJH », domicilié 33 Rue du Maine 75015 PARIS 15EME ARRONDISSEMENT, est autorisé comme suit :

Dépenses du groupe I	14 310 €
Dépenses du groupe II	259 564 €
Dépenses du groupe III	22 470 €
Total des charges brutes	296 344 €
Produits du groupe II	0 €
Produits du groupe III	0 €
Total des charges nettes	296 344 €
Reprise de résultat excédentaire	15 709 €

La dotation globale de financement est arrêtée à **280 635€**.

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

ARTICLE 2 :

Le prix de journée moyen au 1^{er} janvier 2019 est fixé à :

- SAVS

35,08 €

ARTICLE 3 :

L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département.

ARTICLE 4 :

PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

1 usager(s) Service SAVS X 365 jours X 95,29% X 35,08€ =	12 201,12 €
	<u>12 201,12 €</u>

Le PJG s'élève donc à 280 635,00 € - 12 201,12 € soit, 268 433,88 €

Versements effectués en 2019 selon la tarification de l'exercice : 2018

- au 20/01/2019	18 850,40 €
- au 20/02/2019	18 850,40 €
- au 20/03/2019	18 850,40 €
- au 20/04/2019	18 850,40 €
- au 20/05/2019	18 850,40 €
Total	94 252,00 €

A verser : PJG – versements effectués en 2019 sur base tarif 2018:

268 433,88€ – 94 252,00€ = 174 181,88€

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de : 174 181,88€

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

- au 20/06/2019	39 964,94 €
- au 20/07/2019	22 369,49 €
- au 20/08/2019	22 369,49 €
- au 20/09/2019	22 369,49 €
- au 20/10/2019	22 369,49 €
- au 20/11/2019	22 369,49 €
- au 20/12/2019	22 369,49 €

ARTICLE 5 :

En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2020, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2019, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 268 433,88€ soit 22 369,49€ à partir de janvier 2020.

ARTICLE 6 :

Le prix de journée facturé au 01/06/2019, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- SAVS

38,97 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2020**, le prix de journée facturé à compter du **1er janvier 2020** est fixé à :

- SAVS

35,08 €

ARTICLE 7 :

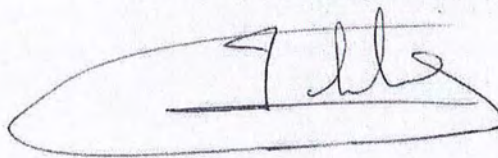
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 :

Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 05 JUIN 2019
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

A handwritten signature in black ink, enclosed within a hand-drawn oval. The signature appears to be 'L. Schleret'.

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 08

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1^{er}, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2018 et les pièces justificatives annexées ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le budget prévisionnel de l'exercice 2019 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « FH Georges LAPIERRE » situé : 109 rue de Montmorency 95150 TAVERNY, géré par « FEDERATION DES APAJH », domicilié 33 Rue du Maine 75015 PARIS 15EME ARRONDISSEMENT, est autorisé comme suit :

Dépenses du groupe I	194 091 €
Dépenses du groupe II	794 073 €
Dépenses du groupe III	246 445 €
Total des charges brutes	1 234 609 €
Produits du groupe II	77 000 €
Produits du groupe III	4 500 €
Total des charges nettes	1 153 109 €
Reprise de résultat excédentaire	0 €

La dotation globale de financement est arrêtée à **1 153 109€**.

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

ARTICLE 2 :

Le prix de journée moyen (**allocations logements déduites**) au **1^{er} janvier 2019** est fixé à :

- Hébergement simple 98,56 €

ARTICLE 3 :

L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département.

ARTICLE 4 :

PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

9 usager(s) Hébergement simple X 365 jours X 84,35% X 98,56€ =	273 099,66 €
	<u>273 099,66 €</u>

Le PJG s'élève donc à 1 153 109,00 € - 273 099,66 € soit, 880 009,34 €

Versements effectués en 2019 selon la tarification de l'exercice : 2018

- au 20/01/2019	73 470,12 €
- au 20/02/2019	73 470,12 €
- au 20/03/2019	73 470,12 €
- au 20/04/2019	73 470,12 €
- au 20/05/2019	73 470,12 €
Total	367 350,60 €

A verser : PJG – versements effectués en 2019 sur base tarif 2018:

880 009,34€ – 367 350,60€ = 512 658,74€

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de : 512 658,74€

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

- au 20/06/2019	72 654,08 €
- au 20/07/2019	73 334,11 €
- au 20/08/2019	73 334,11 €
- au 20/09/2019	73 334,11 €
- au 20/10/2019	73 334,11 €
- au 20/11/2019	73 334,11 €
- au 20/12/2019	73 334,11 €

ARTICLE 5 :

En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2020, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2019, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 880 009,34€ soit 73 334,11€ à partir de janvier 2020.

ARTICLE 6 :

Le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) au **01/06/2019**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- Hébergement simple 95,95 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2020**, le prix de journée facturé (**allocations logements déduites**) à compter du **1er janvier 2020** est fixé à :

- Hébergement simple

98,56 €

ARTICLE 7 :

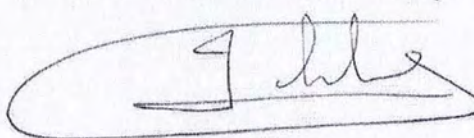
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 :

Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le
Pour le Président et par délégation, **05 JUIN 2019**

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

A handwritten signature in black ink, enclosed within a large, hand-drawn oval. The signature appears to be 'L. Schleret'.

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 09

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le Code de l'Action sociale et des Familles ;

VU l'article 74 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 désormais codifiée à l'article L 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles concernant les CPOM pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées

VU le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, concernant l'EPRD

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2018-2022 signé le 29 décembre 2017 avec le Centre Belle Alliance;

VU Le Règlement Départemental d'Aide Sociale

SUR proposition du Directeur général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'enveloppe budgétaire globalisée 2019 des établissements et services de compétence départementale gérés par le Centre Belle Alliance, domicilié 4-8 rue Albert Molinier 95 410 GROSLAY, a été fixée à 443 926,00 €.

ARTICLE 2 : La participation des départements extérieurs et des payants, soit 0 €, est retirée de l'enveloppe budgétaire globalisée ci-dessus.

La dotation globale commune (DGC) 2019 est fixée à 443 926,00 €.

La répartition à titre prévisionnel et pour information, par structure, de cette dotation globale commune est la suivante :

Structure	Enveloppe budgétaire 2019	Participation autres départements et payants	DGC 2019 en €	Versements déjà effectués	Reste à régler	Versements mensuels Juin 2019	Versements mensuels Juillet à Décembre 2019
SAMSAH HORIZON	443 926 €	- €	443 926,00 €	184 969,15 €	258 956,85 €	36 993,87 €	36 993,83 €
TOTAL	443 926 €	- €	443 926,00 €	184 969,15 €	258 956,85 €	36 993,87 €	36 993,83 €

ARTICLE 3 : La DGC est versée par douzièmes mensuels qui correspondent à la fraction forfaitaire versée mensuellement par le Département, en application des articles R 314-107 et 108 du CASF. La DGC sera versée sur le compte du Centre Belle Alliance.

Les sommes déjà versées du 1er janvier au 31 mai 2019 s'élèvent à 184 969,15 €.

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de 258 956,85 €.
Ce montant sera versé selon l'échéancier suivant :

- Le 20/06/2019 36 993,87 €
- Le 20 des mois suivants 36 993,83 €

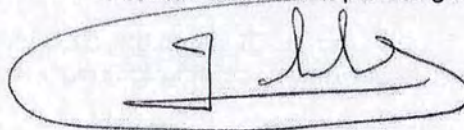
ARTICLE 4 : En application de l'article R 314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 5 : La DGC 2019 sera reconduite en 2020 jusqu'à la fixation de la DGC 2020 et versée par douzième de 36 993,83 €.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres.

ARTICLE 7 : Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 13 MAI 2019
Pour la Présidente et par délégation,

A handwritten signature in black ink, enclosed within a large, hand-drawn oval. The signature appears to be 'L. Schleret'.

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2019 – 10

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

VU l'arrêté n° 17-32 du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-27 adopté par l'assemblée départementale en date du 21 décembre 2018 ;

VU le Code de l'Action sociale et des Familles ;

VU l'article 74 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 désormais codifiée à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles concernant les CPOM pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées

VU le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, concernant l'EPRD

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2014-2018 signé le 12 mars 2014 entre LADAPT, l'Agence Régionale de Santé Ile de France et le Département du Val d'Oise ;

VU l'avenant prolongeant le CPOM pour une durée d'un an signé le 23 novembre 2018.

VU Le Règlement Départemental d'Aide Sociale

SUR proposition du Directeur général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'enveloppe budgétaire globalisée 2019 des établissements et services de compétence départementale gérés par LADAPT, domiciliée 14 rue Scandicci 93500 PANTIN, est fixée à 285 700 €.

ARTICLE 2 : La participation des départements extérieurs et des payants, soit 0 €, est retirée de l'enveloppe budgétaire globalisée ci-dessus.

La dotation globale commune (DGC) 2019 est fixée à 285 700 €.

La répartition à titre prévisionnel et pour information, par structure, de cette dotation globale commune est la suivante :

Structure	Enveloppe budgétaire 2019	Participation autres départements et payants	DGC 2019 en €	Versements déjà effectués	Reste à régler	Versements Juin 2019	Versements mensuels Juillet à Décembre 2019
SAMSAH	285 700 €	- €	285 700,00 €	126 503,75 €	159 196,25 €	16 346,27 €	23 808,33 €
TOTAL	285 700 €	- €	285 700,00 €	126 503,75 €	159 196,25 €	16 346,27 €	23 808,33 €

ARTICLE 3 : La DGC est versée par douzièmes mensuels qui correspondent à la fraction forfaitaire versée mensuellement par le Département, en application des articles R 314-107 et 108 du CASF. La DGC sera versée sur le compte de l'association LADAPT.

Les sommes déjà versées du 1er janvier au 31 mai 2019 s'élèvent à 126 503.75 €.

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2019 est donc de 159 196.25 €.

Ce montant sera versé selon l'échéancier suivant :

- Le 20/06/2019 16 346.27 €
- Le 20 des mois suivants 23 808.33 €

ARTICLE 4 : En application de l'article R 314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 5 : La DGC 2019 sera reconduite en 2020 jusqu'à la fixation de la DGC 2020 et versée par douzième de 23 808.33 €.

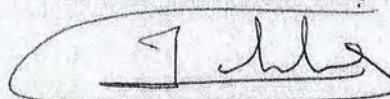
ARTICLE 6 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres.

ARTICLE 7 :

Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 13 MAI 2019
Pour la Présidente et par délégation,



Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

LE 19 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-29
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD JACQUES ACHARD – MARLY LA VILLE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD Jacques Achard, situé 36 rue du colonel Fabien 95670 Marly la ville, géré par la Mutuelle Générale de l'Education Nationale, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	490 000€
Charges GROUPE II afférentes au personnel	861 000€
Charges GROUPE III afférentes à la structure	389 000€
TOTAL CHARGES BRUTES	1 740 000€
Total recettes en atténuation	45 000€
TOTAL CHARGES NETTES	1 695 000€
Reprise de résultat N -2	0€
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	1 695 000€

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD Jacques Achar, sont fixés à :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans67,84 € TTC
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans.....85,86 € TTC

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans 67,67 € TTC
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans.....85,00 € TTC

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

Mathieu BROUTIN

Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le

19 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 19 JUIN 2019

LE 19 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-30
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD JULES FOSSIER - LOUVRES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Jules Fossier", situé 3 rue Demaison - 95380 LOUVRES, géré par la Mutuelle Générale de l'Education Nationale, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	344 000 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	1 081 500 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	344 200 €
TOTAL CHARGES BRUTES	1 769 700 €
Total recettes en atténuation	61 000 €
TOTAL CHARGES NETTES	1 708 700 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	1 708 700 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant à l'EHPAD "Jules Fossier" sont fixés à :

Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans : **63,56 €**
 Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans : **79,45 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

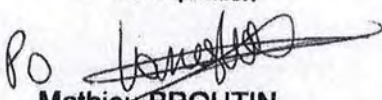
ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement TTC plus de 60 ans **64,01 €**
 Tarif journalier hébergement TT moins de 60 ans **81,20 €**

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

PO 
Mathieu BROUTIN
 Chef de service
 Secteur personnes âgées et SAAD

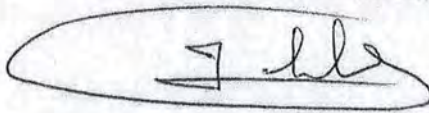
Fait à Cergy, le **19 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **19 JUIN 2019**



LE 20 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-31
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD du Centre Hospitalier de Gonesse, situé au 25 rue Pierre de Theilley – 95 500 GONESSE, géré le Conseil de surveillance sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	165 063 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	675 488 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	868 930 €
TOTAL CHARGES BRUTES	1 709 481 €
Total recettes en atténuation	24 956 €
TOTAL CHARGES NETTES	1 684 525 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	1 684 525 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant à l'EHPAD du centre hospitalier de Gonesse sont fixés à :

Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans : **61,52 €**
Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans : **77,67 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement TTC plus de 60 ans 61,52 €
Tarif journalier hébergement TT moins de 60 ans..... 77,58 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

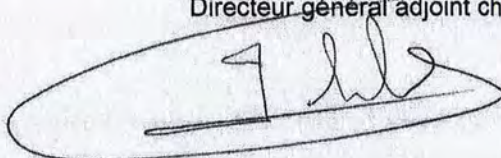
Fait à Cergy, le

20 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU
REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT



LE **20 JUIN 2019**

LE 20 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-32
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour du Centre Hospitalier de Gonesse, situé au 25 rue Pierre de Theilley – 95 500 GONESSE, géré le Conseil de surveillance sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	16 035 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	9 830 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	1 266 €
TOTAL CHARGES BRUTES	27 131 €
Total recettes en atténuation	3 876 €
TOTAL CHARGES NETTES	23 255 €
Reprise de résultat	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	23 255 €

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	500 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	28 412 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	28 912 €
Total recettes en atténuation	4 130 €
TOTAL CHARGES NETTES	24 782 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	24 782 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant à l'accueil de jour du centre hospitalier de Gonesse sont fixés à :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :16,49 €

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :24,20 €

Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :15,34 €

Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : 6,53 €

Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :34,07 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :16,49 €

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :24,20 €

Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :15,34 €

Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : 6,53 €

Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :34,07 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 20 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,

Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU

PRÉSIDENTANT DE L'ETAT

LE 20 JUIN 2019

LE 19 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-33
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD C.C.A.S. EDF-GDF - ANDILLY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « C.C.A.S. EDF-GDF », situé : 1 rue Aristide Briand 95580 ANDILLY, géré par la Caisse Centrale d'Activité Sociales du personnel des industries électriques et gazières, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	917 375 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	1 025 579 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	233 240 €
TOTAL CHARGES BRUTES	2 176 195 €
Total recettes en atténuation	355 094 €
TOTAL CHARGES NETTES	1 821 100 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	1 821 100 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires de plus de 60 ans admis au titre de l'aide sociale et à titre payant de l'EHPAD "C.C.A.S. EDF-GDF" sont fixés à :

Studios grand confort :	71,22 €
Studios individuels :	67,83 €
Chambres doubles :	57,65 €
Studios couples :	52,23 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Studios grand confort :	70,64 €
Studios individuels :	67,28 €
Chambres doubles :	57,19 €
Studios couples :	51,81 €

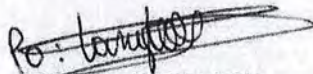
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 19 JUIN 2019

Par la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Pour Ampliation



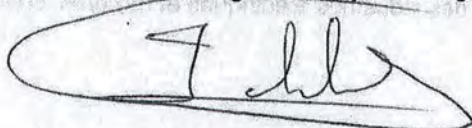
Mathieu BROUTIN

Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT



LE 19 JUIN 2019

LE 19 JUIN 2019

ARRETE n°2019-34
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD C.C.A.S EDF-GDF - ANDILLY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "C.C.A.S EDF-GDF", situé : 1 rue Aristide Briand – 95 580 ANDILLY, géré par la Caisse Centrale d'Activités Sociales du personnel des industries électriques et gazières, sont autorisées comme suit :

Matière BOUTIN
Chef de service
Secrétariat personnes âgées et SVAD

BP 2018 RETENU - SECTION HEGERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	31 312 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	3 145 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	14 006 €
TOTAL CHARGES BRUTES	48 463 €
Total recettes en atténuation	€
TOTAL CHARGES NETTES	48 463 €
Reprise de résultat N -2	€
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	48 463 €

BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	991 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	27 586 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	28 577 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	28 577 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	28 577 €

ARTICLE 2 : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD " C.C.A.S EDF-GDF ", sont fixés à :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :	21,99 €
Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,35 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,26 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,20 €
Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :	37,67 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

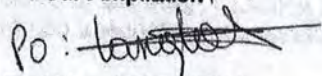
ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :	21,99 €
Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,35 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,26 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,20 €
Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :	34,95 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation,

PO: 

Mathieu BROUTIN

Chef de service

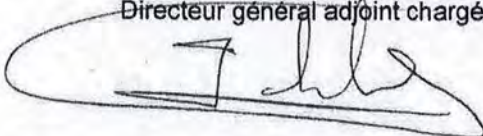
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **19 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,

Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **19 JUIN 2019**

LE 19 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-35
FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD LE CLOS DE L'OSERAIE - OSNY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Le Clos de l'Oseraie", situé 6 rue Paul Emile Victor - 95520 OSNY, géré par ORPEA S.A. à Puteaux, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	280 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	24 694 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	24 974 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	24 974 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	24 974 €

ARTICLE 2 : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Le Clos de l'Oseraie", sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :20,19 €
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :12,82 €
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :5,43 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :20,19 €
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :12,82 €
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :5,43 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

Fait à Cergy, le

19 JUIN 2019

Po: [Signature]

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Mathieu BROUTIN

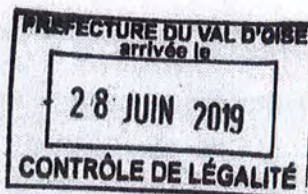
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU
 REPRESENTANT P

LE 19 JUIN 2019



**ARRETE n°2019-36
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD JEANNE CALLAREC - MONTMORENCY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD JEANNE CALLAREC, situé 45 rue du général de gaulle 95160 MONTMORENCY, géré par le Groupement Hospitalier d'Eaubonne-Montmorency (GHEM), sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	1 318 810 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	633 207 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	462 485 €
TOTAL CHARGES BRUTES	2 414 502 €
Total recettes en atténuation	193 537 €
TOTAL CHARGES NETTES	2 220 965 €
Reprise de résultat 2017	0 €
<u>MASSE BUDGETAIRE GLOBALE</u>	2 220 965 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD JEANNE CALLAREC, sont fixés à :

Tarif Hébergement Chambre Simple plus de 60 ans : 68,72€
 Tarif Hébergement Chambre Simple petite plus de 60 ans : 54,09 €
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans..... 81,16 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

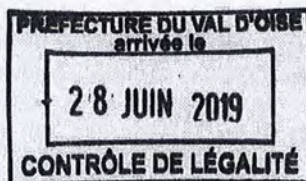
Tarif Hébergement Chambre Simple plus de 60 ans : 67,57€
 Tarif Hébergement Chambre Simple petite plus de 60 ans : 53,19 €
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans..... 79,94 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

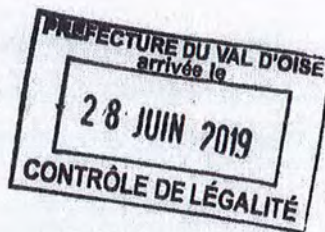
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



**ARRETE n°2019-37
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD « LOUIS GRASSI » - PRESLES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « Louis Grassi », situé 25 rue Pierre Brosolette-95590 PRESLES, géré par ARPAVIE, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	648 111 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	876 513 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	771 093 €
TOTAL CHARGES BRUTES	2 295 717 €
Total recettes en atténuation	7 907 €
TOTAL CHARGES NETTES	2 287 809 €
Reprise de résultat 2017	0 €
<u>MASSE BUDGETAIRE GLOBALE</u>	2 287 809 €

ARTICLE 2 : Les tarifs hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD « Louis Grassi », sont fixés à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans74,65 €
 Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans94,61 €

Ce tarif est applicable à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs hébergement de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

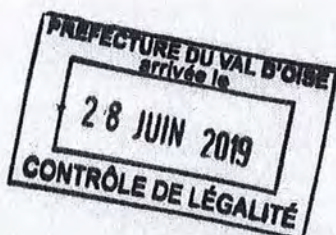
Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans77,60 €
 Tarifs journalier hébergement pour les moins de 60 ans95,89 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

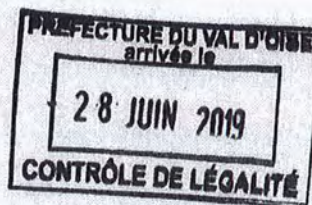
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



**ARRETE n°2019-38
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'USLD DU CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL - EAUBONNE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses de l'USLD du Centre Hospitalier Simone Veil, situé 14 rue de St Prix à EAUBONNE, géré par le Conseil De Surveillance du Groupement Hospitalier Eaubonne-Montmorency, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT		BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	989 133 €	Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	128 054 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	752 963 €	Charges GROUPE II afférentes au personnel	808 950 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	390 312 €	Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	2 132 408 €	TOTAL CHARGES BRUTES	937 004 €
Total recettes en atténuation	3 438 €	Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	2 128 970 €	TOTAL CHARGES NETTES	937 004 €
Reprise de résultat 2017	0 €	Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	2 128 970 €	MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	937 004 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'USLD du Centre Hospitalier Simone Veil est fixé à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans :	61,83 €
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :	87,94 €
Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	27,55 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	17,49 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	7,42 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : La dotation budgétaire globale relative au budget dépendance est fixée à 679 921 € et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois.

ARTICLE 4 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

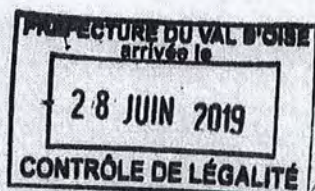
Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans :	62,77 €
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :	90,40 €
Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	28,14 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	17,86 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	7,58 €

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

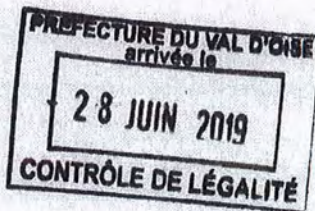
ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 28 JUIN 2019

Pl/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



**ARRETE n°2019-39
FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD LES PENSEES - ARGENTEUIL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Les Pensées", situé 102 rue Antonin Georges Belin - 95100 ARGENTEUIL, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	990 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	31 368 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	32 358 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	32 358 €
Reprise de résultat 2016 (déficit)	€
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	32 358 €

ARTICLE 2 : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Les Pensées", sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :**21,31 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :**13,68 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :**5,78 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

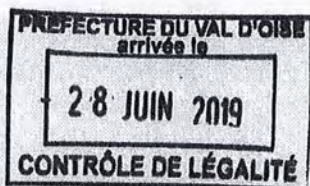
Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :**21,17 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :**13,59 €**
 Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :**5,74 €**

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

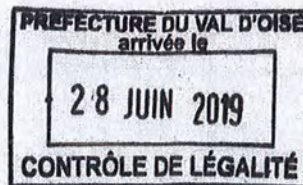
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
 Directeur général-adjoint chargé de la solidarité



ARRETE n°2019-41
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DU CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL - MONTMORENCY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour du Centre Hospitalier Simone Veil, situé : 1 rue Jean Moulin - 95160 MONTMORENCY, géré par le Groupement Hospitalier Eaubonne Montmorency, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	23 803 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	7 196 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	12 588 €
TOTAL CHARGES BRUTES	43 587 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	43 587 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	43 587 €

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	0 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	35 348 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	35 348 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	35 348 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	35 348 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires de l'Accueil de Jour, sont fixés à :

Tarif TTC journalier hébergement pour les plus de 60 ans :	21,25 €
Tarif TTC journalier hébergement pour les moins de 60 ans :	38,50 €
Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 :	22,85 €
Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 :	14,54 €
Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 :	6,16 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif TTC journalier hébergement pour les plus de 60 ans :	22,54 €
Tarif TTC journalier hébergement pour les moins de 60 ans :	40,81 €
Tarif TTC Dépendance GIR 1 et 2 :	23,40 €
Tarif TTC Dépendance GIR 3 et 4 :	14,86 €
Tarif TTC Dépendance GIR 5 et 6 :	6,30 €

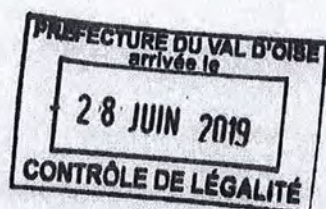
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

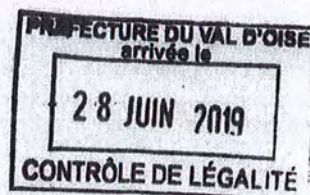
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité





**ARRETE n°2019-45
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR LES SORBIERS DE L'EHPAD ZEMGOR -
CORMEILLES EN PARISIS**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour «Les Sorbiers» de l'EHPAD ZEMGOR, situé : 35 rue du Martray - 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS, gérée par la Société Philanthropique à Paris, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	33 176 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	21 274 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	10 741 €
TOTAL CHARGES BRUTES	65 191 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	65 191 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	65 191 €

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	522 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	37 444 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	1 786 €
TOTAL CHARGES BRUTES	39 752 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	39 752 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	39 752 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires de l'Accueil de Jour "Les Sorbiers", sont fixés à :

Tarif journalier hébergement, pour les plus de 60 ans :28,82 €
 Tarif journalier hébergement, pour les moins de 60 ans :46,44 €

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :25,30 €
 Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :16,08 €
 Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :6,81 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement, pour les plus de 60 ans :28,62 €
 Tarif journalier hébergement, pour les moins de 60 ans :46,07 €

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :25,10 €
 Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :15,92 €
 Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :6,75 €

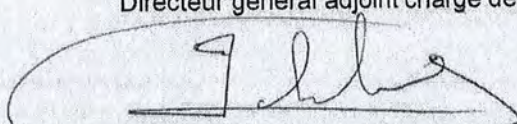
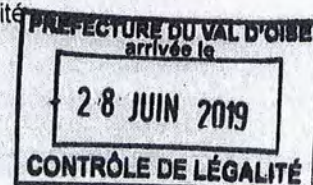
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-46
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD SAINTE GENEVIEVE - TAVERNY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD SAINTE GENEVIEVE, situé : 67 bis rue de l'Eglise - 95150 TAVERNY, géré par l'Association Les Amis des Ouvrières et des Isolées (A.A.O.I.), sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	1 015 892 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	1 384 049 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	1 223 095 €
TOTAL CHARGES BRUTES	3 623 035 €
Total recettes en atténuation	310 395 €
TOTAL CHARGES NETTES	3 312 640 €
Reprise de résultat 2017	0 €
<u>MASSE BUDGETAIRE GLOBALE</u>	3 312 640 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'EHPAD SAINTE GENEVIEVE, sont fixés à :

Tarif journalier hébergement, Site du Maréchal Foch, pour les plus de 60 ans :**72,15 €**
 Tarif journalier hébergement, Site de l'Eglise, pour les plus de 60 ans :**62,74 €**
 Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :**86,40 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

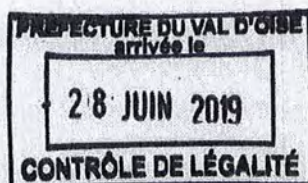
Tarif journalier hébergement, Site du Maréchal Foch, pour les plus de 60 ans :**71,88 €**
 Tarif journalier hébergement, Site de l'Eglise, pour les plus de 60 ans :**62,50 €**
 Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :**86,40 €**

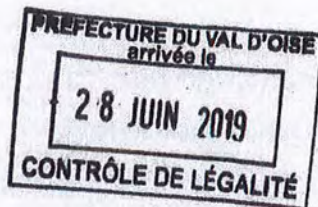
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation
 Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité





ARRETE n°2019-47
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2018
DE L'ACCUEIL DE JOUR LA GRIOTTE DE L'EHPAD SAINTE GENEVIEVE - TAVERNY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour "La Griotte" de l'EHPAD SAINTE GENEVIEVE, situé : 67 bis rue de l'Eglise - 95150 TAVERNY, géré par l'Association Les Amis des Ouvrières et des Isolées (A.A.O.I.), sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	17 587 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	18 728 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	8 000 €
TOTAL CHARGES BRUTES	44 315 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	44 315 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	44 315 €

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	200 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	28 210 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	0 €
TOTAL CHARGES BRUTES	28 410 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	28 410 €
Reprise de résultat	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	28 410 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires de l'Accueil de Jour "La Griotte", sont fixés à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans :25,32 €
 Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :42,28 €

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :19,87 €
 Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :12,61 €
 Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :5,33 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans :25,32 €
 Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans :42,28 €

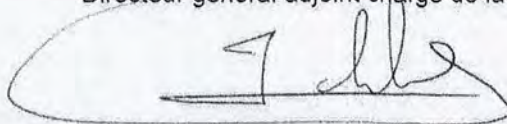
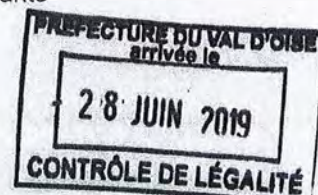
Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :19,86 €
 Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :12,61 €
 Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :5,35 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation
 Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-48
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD SAINT LAURENT - BEAUMONT SUR OISE
ET DE L'EHPAD QUIETUDE - MERU
DU GROUPE HOSPITALIER CARNELLE PORTES DE L'OISE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD St Laurent sur le site de Beaumont sur Oise - 20 rue Edmond Turcq - 95260 BEAUMONT SUR OISE et de l'EHPAD Quiétude sur le site de Méru - 2 rue du 8 mai 1945 - 60110 MERU, gérés par le Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCP), situé : 25 rue Edmond Turcq - 95260 BEAUMONT SUR OISE, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	2 298 310,15 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	695 136,53 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	401 656 €
TOTAL CHARGES BRUTES	3 395 102,68 €
Total recettes en atténuation	50 903 €
TOTAL CHARGES NETTES	3 344 199,68 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	3 344 199,68 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires, de plus de 60 ans, admis au titre de l'aide sociale et ou titre payant sont fixés à :

Tarif hébergement journalier EHPAD St Laurent sur le site de Beaumont sur Oise :**62,02 €**
 Tarif hébergement journalier EHPAD Quiétude sur le site de Méru :**61,28 €**

Les tarifs journaliers applicables au moins de 60 ans sont fixés à :**79,11 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif hébergement journalier EHPAD St Laurent sur le site de Beaumont sur Oise :**61,01 €**
 Tarif hébergement journalier EHPAD Quiétude sur le site de Méru :**60,29 €**

Les tarifs journaliers applicables au moins de 60 ans sont fixés à :**78,76 €**

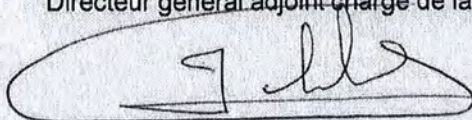
ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-49
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD CCAS EDF/GDF - ANDILLY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD CCAS EDF/GDF, situé 1 RUE ARISTIDE BRIAND 95580 ANDILLY, géré par « CAISSE CENTRALE D'ACTIVITES SOCIALES DU PERSONNEL DES INDUSTRIES ELECTRIQUE ET GAZIERE », est fixé à **507 455,02 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD CCAS EDF/GDF sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 ;	20,90 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,26 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 ;	5,63 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, pris en compte dans le tarif des résidents de moins de 60 ans est fixé à **16,17 €**. Soit, un tarif hébergement applicable aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'EHPAD CCAS EDF/GDF, est fixé à :

Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : **80,14 €**

Ce tarif est applicable à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD CCAS EDF/GDF, est fixée à **139 772,73 €** et sera versée à l'établissement par 12^{èmes} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1^{er} janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : **21,72 €**

Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : **13,78 €**

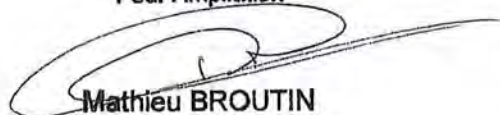
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : **5,85 €**

Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : **79,21 €**

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

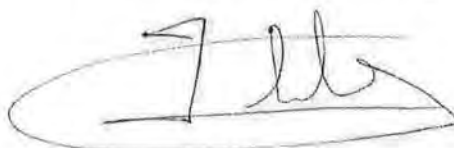
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-50
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD KORIAN HAUTS D'ANDILLY - ANDILLY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD KORIAN HAUTS D'ANDILLY, situé 4 RUE PHILIPPE LE BEL 95580 ANDILLY, géré par « KORIAN SA MEDICA FRANCE », est fixé à **346 081,51 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD KORIAN HAUTS D'ANDILLY sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,96 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,67 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,37 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **16,07 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD KORIAN HAUTS D'ANDILLY, est fixée à **114 244,52 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,73 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,52 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,31 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

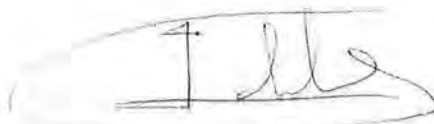
Chief de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-51
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD KORIAN LE COTTAGE - ARGENTEUIL

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD KORIAN LE COTTAGE, situé 11 RUE JEAN BOUIN 95100 ARGENTEUIL, géré par « KORIAN SA MEDICA FRANCE », est fixé à **405 997,26 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD KORIAN LE COTTAGE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,27 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,60 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,91 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **13,90 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD KORIAN LE COTTAGE, est fixée à **129 617,61 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,80 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,93 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,06 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

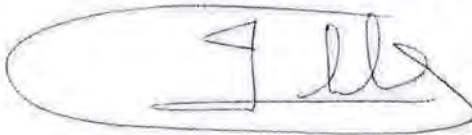
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-52
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LES PENSEES - ARGENTEUIL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LES PENSEES, situé 102 RUE ANTONIN GEORGES BELIN 95100 ARGENTEUIL, géré par « DOMIDEP », est fixé à **487 443,95 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LES PENSEES sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	17,91 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,37 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,82 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,53 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LES PENSEES, est fixée à **185 196,65 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

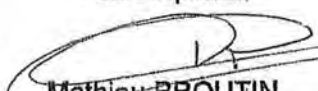
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,24 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,58 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,91 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

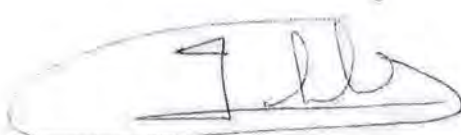
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LA PRESIDENTE

LE 17 JUIN 2019

**ARRETE n°2019-53
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE MEDICIS - ARGENTEUIL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE MEDICIS, situé 74 BOULEVARD HELOISE 95100 ARGENTEUIL, géré par « DOMUSVI », est fixé à **458.660,37 €**, TTC.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE MEDICIS sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,68 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,49 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,30 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,96 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE MEDICIS, est fixée à **143 893,37 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

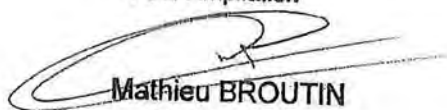
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,46 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,35 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,24 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

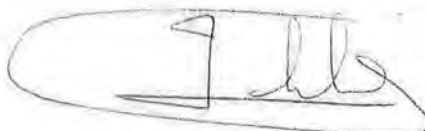
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LA PRESIDENTE

LE 17 JUIN 2019

**ARRETE n°2019-54
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD VAL NOTRE DAME - ARGENTEUIL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD VAL NOTRE DAME, situé 26 AVENUE D'ARGENTEUIL 95100 ARGENTEUIL, géré par « SARL "COTA" », est fixé à **124 950,42 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD VAL NOTRE DAME sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,50 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,01 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,51 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,26 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD VAL NOTRE DAME, est fixée à **45 820,49 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,63 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,46 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,28 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-55
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LE CLOS D'ARNOUVILLE - ARNOUVILLE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LE CLOS D'ARNOUVILLE, situé 21 RUE JEAN LAUGERE 95400 ARNOUVILLE, géré par « ORPEA S.A. », est fixé à **485 995,76 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LE CLOS D'ARNOUVILLE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	24,39 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	15,47 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,57 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,96 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LE CLOS D'ARNOUVILLE, est fixée à **65 023,63 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	21,72 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,78 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,85 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

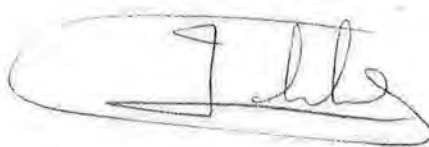


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-56
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD DU GHCPD - SITE BEAUMONT SUR OISE/MERU - BEAUMONT SUR OISE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD DU GHCPD - SITE BEAUMONT SUR OISE/MERU, situé 25 RUE EDMOND TURCQ 95260 BEAUMONT SUR OISE, géré par « GROUPE HOSPITALIER CARNELLE PORTES DE L'OISE », est fixé à **1 177 307,13 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD DU GHCPD - SITE BEAUMONT SUR OISE/MERU sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,96 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,57 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,19 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **18,12 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD DU GHCPO - SITE BEAUMONT SUR OISE/MERU, est fixée à **390 761,66 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	23,61 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,98 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,36 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-57
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD BELLEFONTAINE - BELLEFONTAINE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD BELLEFONTAINE, situé 9 RUE DES SABLONS 95270 BELLEFONTAINE, géré par « SAS BELLEFONTAINE », est fixé à **388 350,09 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD BELLEFONTAINE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	17,47 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,08 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,70 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **13,30 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD BELLEFONTAINE, est fixée à **88 497,09 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	17,65 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,20 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,75 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN

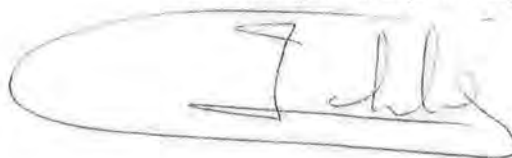
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-58
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE ARC EN CIEL - BEZONS**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE ARC EN CIEL, situé 2 RUE GABRIEL REBY 95870 BEZONS, géré par « KORIAN SA MEDICA FRANCE », est fixé à **362 654,63 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE ARC EN CIEL sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,06 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,74 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,40 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **16,56 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE ARC EN CIEL, est fixée à **160 952,06 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,99 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,69 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,38 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

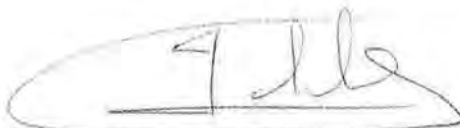
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-59
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE LE MESNIL - BOUFFEMONT**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE LE MESNIL, situé 41 RUE LEON GIRAUDAU 95570 BOUFFEMONT, géré par « SAS COLISEE-PATRIMOINE GROUP », est fixé à **457 896,28 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE LE MESNIL sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,82 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,58 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,34 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,93 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE LE MESNIL, est fixée à **212 063,98 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,43 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,33 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,23 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

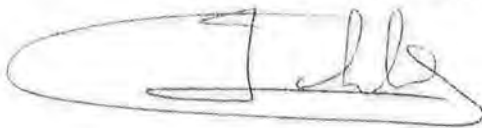
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-60
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE DU MANOIR - BRAY ET LU

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE DU MANOIR, situé 2-4 ROUTE DE VERNON 95710 BRAY ET LU, géré par « SAS COLISEE PATRIMOINE GROUP », est fixé à **390 607,39 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE DU MANOIR sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,03 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,08 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,13 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,86 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE DU MANOIR, est fixée à **67 686,83 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

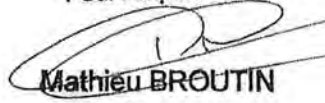
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,86 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,97 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,08 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

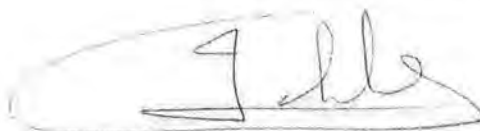
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LA PRESIDENTE

LE 17 JUIN 2019

ARRETE n°2019-61
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LE MENHIR - CERGY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LE MENHIR, situé 57 RUE DE VAUREAL 95000 CERGY, géré par « SOCIETE ANONYME COOPERATIVE A CONSEIL D'ADMINISTRATION UNION D'ECONOMIE SOCIALE LES SINOPLIES - ACPA », est fixé à **555 589,02 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LE MENHIR sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,45 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,97 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,50 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,86 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LE MENHIR, est fixée à **173 061,68 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,22 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,83 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,44 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN

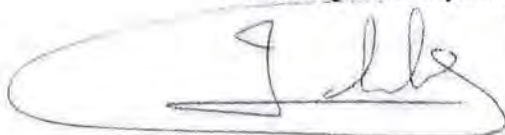
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-62
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE LES SANSONNETS - CHARS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE LES SANSONNETS, situé 4 RUE DE L'HOTEL DIEU 95750 CHARS, géré par « KORIAN SA MEDICA FRANCE », est fixé à **421 507,09 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE LES SANSONNETS sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,65 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,11 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,55 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **19,25 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE LES SANSONNETS, est fixée à **156 863,69 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	21,00 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,33 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,65 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

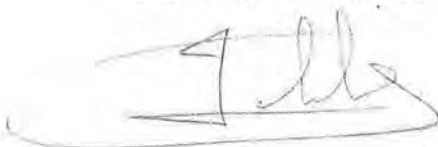
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-63
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD CHABRAND THIBAUT - CORMEILLES EN PARISIS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD CHABRAND THIBAUT, situé 48 RUE ARISTIDE BRIAND 95240 CORMEILLES EN PARISIS, géré par « FONDATION CHABRAND THIBAUT », est fixé à **699 763,31 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD CHABRAND THIBAUT sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,79 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,47 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,14 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **17,92 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD CHABRAND THIBAUT, est fixée à **356 341,04 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	21,49 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,64 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,79 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

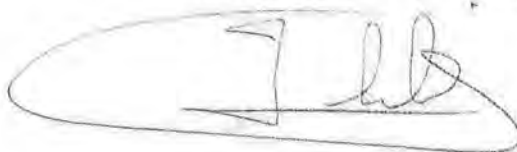
Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-64
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD ZEMGOR - CORMEILLES EN PARISIS**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD ZEMGOR, situé 35 RUE DU MARTRAY 95240 CORMEILLES EN PARISIS, géré par « SOCIETE PHILANTHROPIQUE », est fixé à **1 346 197,09 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD ZEMGOR sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	23,16 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,69 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,24 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **17,73 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD ZEMGOR, est fixée à **351 054,44 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	23,28 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,77 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,27 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-84
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE DE PROVENCE - GOUSSAINVILLE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE DE PROVENCE, situé 2 RUE FERDINAND BUISSON 95190 GOUSSAINVILLE, géré par « RESIDENCE DE PROVENCE SAS », est fixé à **471 138,79 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE DE PROVENCE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,17 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,16 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,17 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,50 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE DE PROVENCE, est fixée à **100 821,97 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,71 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,87 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,04 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-85
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LES JARDINS SEMIRAMIS - HERBLAY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LES JARDINS SEMIRAMIS, situé 65 BOULEVARD DE VERDUN 95220 HERBLAY, géré par « SAS RESIDENCE DE L'ORME », est fixé à **531 421,74 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LES JARDINS SEMIRAMIS sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	23,17 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	14,70 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,24 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,86 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LES JARDINS SEMIRAMIS, est fixée à **112 001,79 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	22,84 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	14,49 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,15 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

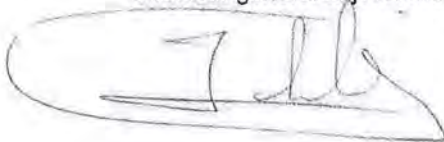


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-86
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE LE GRAND CLOS - LE PLESSIS BOUCHARD

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE LE GRAND CLOS , situé 3 RUE GABRIEL PERI 95130 LE PLESSIS BOUCHARD, géré par « SAS RESIDENCE LE PLESSIS BOUCHARD », est fixé à **573 559,61 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE LE GRAND CLOS sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,47 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,98 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,52 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,55 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE LE GRAND CLOS , est fixée à **229 179,40 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,86 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,60 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,35 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

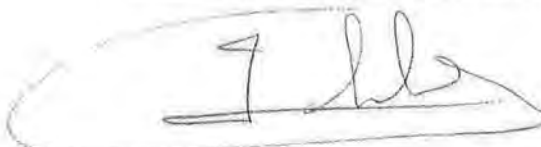
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-87
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD FONDATION CHANTEPIE MANCIER EHPAD MRH - L ISLE ADAM**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD FONDATION CHANTEPIE MANCIER EHPAD MRH, situé 9 RUE CHANTEPIE MANCIER 95290 L ISLE ADAM, géré par « FONDATION CHANTEPIE MANCIER », est fixé à **285 182,03 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD FONDATION CHANTEPIE MANCIER EHPAD MRH sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,73 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,44 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,14 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **19,53 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L'EHPAD FONDATION CHANTEPIE MANCIER EHPAD MRH, est fixée à **143 881,10 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

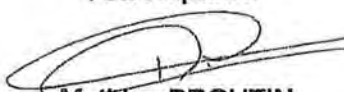
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,68 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,40 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,11 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

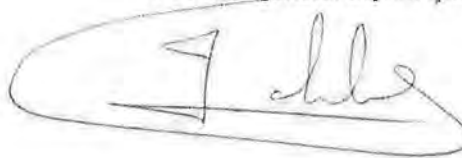

Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le

17 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LA PRESIDENTE

LE 17 JUIN 2019

**ARRETE n°2019-88
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD JULES FOSSIER MGEN - LOUVRES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD JULES FOSSIER MGEN, situé 3 RUE DEMAISON 95380 LOUVRES, géré par « MUTUELLE MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE », est fixé à **501 819,35 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD JULES FOSSIER MGEN sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,65 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,10 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,56 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **17,19 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD JULES FOSSIER MGEN, est fixée à **213 461,18 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	20,68 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,12 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,57 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

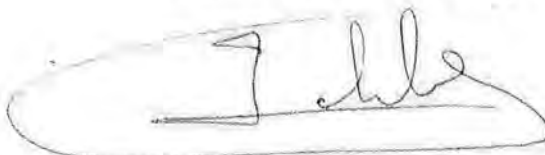
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-89
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD DE MAGNY EN VEXIN - MAGNY EN VEXIN

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD DE MAGNY EN VEXIN, situé 38 RUE CARNOT 95420 MAGNY EN VEXIN, géré par « GROUPEMENT HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU VEXIN - GHIV », est fixé à **628 889,03 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD DE MAGNY EN VEXIN sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	23,22 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,75 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,26 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **16,41 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD DE MAGNY EN VEXIN, est fixée à **243 505,28 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	24,70 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	15,68 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,65 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

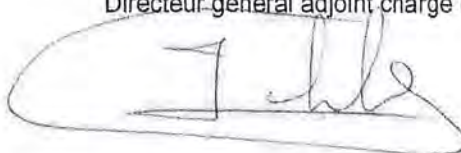

Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le

17 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-90
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD DE MARINES - MARINES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD DE MARINES, situé 12 BOULEVARD GAMBETTA 95640 MARINES, géré par « GROUPEMENT HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU VEXIN - GHIV », est fixé à **486 881,37 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD DE MARINES sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	20,54 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,05 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,52 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **19,06 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD DE MARINES, est fixée à **246 642,67 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1^{er} janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	21,03 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,35 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,66 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

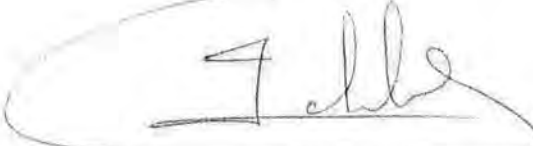
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-91
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD JACQUES ACHARD MGEN - MARLY LA VILLE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD JACQUES ACHARD MGEN, situé 36 RUE DU COLONEL FABIEN 95670 MARLY LA VILLE, géré par « MUTUELLE MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE », est fixé à **506 141,80 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD JACQUES ACHARD MGEN sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	24,48 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	15,54 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,59 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **17,33 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD JACQUES ACHARD MGEN, est fixée à **207 693,14 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	23,56 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	14,95 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,34 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

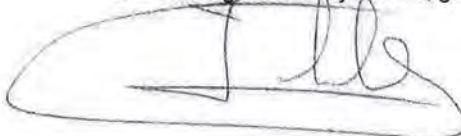
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-92
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE DE LA RUE JOHN LENNON - MONTIGNY LES CORMEILLES

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE DE LA RUE JOHN LENNON, situé 3 RUE JOHN LENNON 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES, géré par « SAS FAMILISANTE », est fixé à **523 731,05 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE DE LA RUE JOHN LENNON sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	22,19 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	14,08 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,97 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,94 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE DE LA RUE JOHN LENNON, est fixée à **171 762,57 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	21,15 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,42 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,69 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

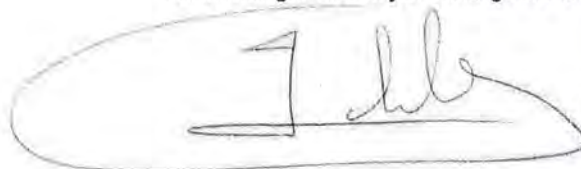
Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-93
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE DE MONTMAGNY - MONTMAGNY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE DE MONTMAGNY, situé 79 RUE JULES FERRY 95360 MONTMAGNY, géré par « MIEUX VIVRE », est fixé à **368 309,99 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE DE MONTMAGNY sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,96 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,67 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,38 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,29 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE DE MONTMAGNY, est fixée à **117 890,73 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

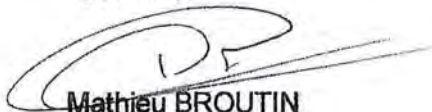
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,56 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,41 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,27 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

Chief de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-94
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD MONTJOIE - MONTMORENCY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD MONTJOIE, situé 12 AVENUE CHARLES DE GAULLE 95160 MONTMORENCY, géré par « CROIX ROUGE FRANCAISE - SIEGE », est fixé à **351 809,87 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD MONTJOIE sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,71 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,40 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,11 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **17,21 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD MONTJOIE, est fixée à **118 542,50 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,62 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,35 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	6,09 €

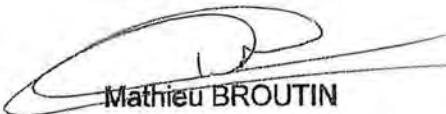
ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

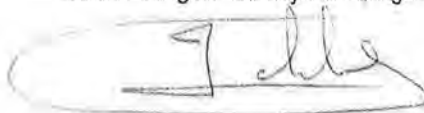
Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation


Mathieu BROUTIN

Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-95
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE ARMENIENNE - MONTMORENCY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE ARMENIENNE, situé 44 AVENUE CHARLES DE GAULLE 95160 MONTMORENCY, géré par « ASSOCIATION ARMENIENNE D'AIDE SOCIALE AAAS », est fixé à **474 370,26 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE ARMENIENNE sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	19,79 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	12,56 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,34 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, pris en compte dans le tarif des résidents de moins de 60 ans est fixé à **15,66 €**. Soit, un tarif hébergement applicable aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à L' EHPAD RESIDENCE ARMENIENNE, est fixé à :

Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : **87,62 €**

Ce tarif est applicable à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE ARMENIENNE, est fixée à **209 070,31 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1^{er} janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : **19,30 €**

Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : **12,25 €**

Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : **5,20 €**

Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : **86,53 €**

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

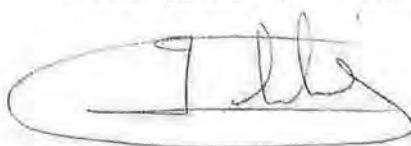

Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le

17 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-96
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD JEANNE CALLAREC - MONTMORENCY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD JEANNE CALLAREC, situé 45 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 95160 MONTMORENCY, géré par « GROUPEMENT HOSPITALIER EAUBONNE MONTMORENCY », est fixé à **574 427,78 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD JEANNE CALLAREC sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	20,51 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,02 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,53 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,13 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD JEANNE CALLAREC, est fixée à **204 957,13 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	20,34 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	12,91 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,48 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-97
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LA CERISAIE - MONTMORENCY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LA CERISAIE, situé 4.RUE DU LUXEMBOURG 95160 MONTMORENCY, géré par « S.A. LA CERISAIE », est fixé à **295 367,06 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LA CERISAIE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,19 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,18 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,16 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **15,87 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LA CERISAIE, est fixée à **117 265,31 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,91 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,00 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,09 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation



Mathieu BROUTIN

Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT
LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-98
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LE CHATEAU SAINT VALERY - MONTMORENCY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LE CHATEAU SAINT VALERY, situé 8 RUE DE L'HERMITAGE 95160 MONTMORENCY, géré par « ORPEA S.A. », est fixé à **421 844,43 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LE CHATEAU SAINT VALERY sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	16,65 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	10,56 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,47 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,63 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LE CHATEAU SAINT VALERY, est fixée à **164 420,88 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

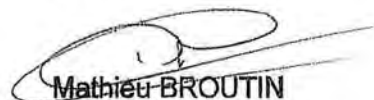
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	16,99 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	10,78 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	4,57 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzala - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation


Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-118
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD SAINTE GENEVIEVE - TAVERNY**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD SAINTE GENEVIEVE, situé 67 RUE DE L'EGLISE 95150 TAVERNY, géré par « ASSOCIATION CHEMIN D'ESPERANCE », est fixé à **909 929,07 €**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD SAINTE GENEVIEVE sont fixés à :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	21,83 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	13,85 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,87 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **18,60 €**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD SAINTE GENEVIEVE, est fixée à **440 626,59 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

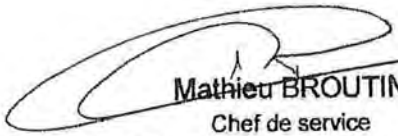
ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 :	22,11 €
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 :	14,03 €
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 :	5,95 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

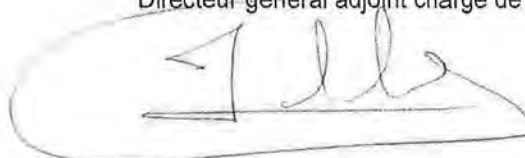

Mathieu BROUTIN

Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-119
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD LE CASTEL - TAVERNY

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD LE CASTEL, situé 5 RUE DES BRUYERES 95150 TAVERNY, géré par « GROUPE HANDRA », est fixé à **194 993,14 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD LE CASTEL sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	22,35 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	14,17 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	6,02 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **13,70 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le

Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD LE CASTEL, est fixée à **34 631,05 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	21,47 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	13,62 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,78 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

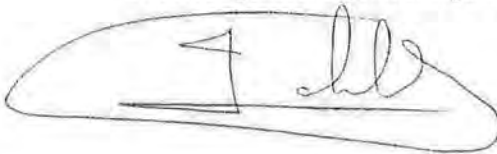

Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

Fait à Cergy, le

17 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-120
MODIFIANT LA PART DU FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE 2019
A LA CHARGE DU DEPARTEMENT INSCRITE SUR L'ARRETE n°2018-184
DE L' EHPAD PAYS DE FRANCE CARNELLE - VIARMES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

VU l'arrêté n°2018-184 en date du 26 décembre 2018 fixant le forfait global dépendance et les tarifs dépendance 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté n°2018-184 en date du 26 décembre 2018, fixant la part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du département du Val d'Oise, pour ses ressortissants hébergés à L'EHPAD PAYS DE FRANCE CARNELLE situé 3 RUE KLEINPETER 95270 VIARMES, géré par « ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL », est modifié comme suit :

« ARTICLE 3 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du département du Val d'Oise, pour ses ressortissants hébergés à L'EHPAD PAYS DE FRANCE CARNELLE, est fixée à **423 552,55 €** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. ».

ARTICLE 2 : Les articles 1, 2, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté susvisé demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

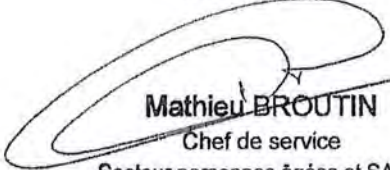
ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur des Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

Fait à Cergy, le

17 JUIN 2019

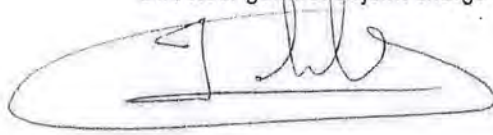
PT la Présidente du Conseil départemental et par délégation


Mathieu BROUTIN

Chef de service

Secteur personnes âgées et SAAD

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 17 JUIN 2019

LE 17 JUIN 2019

LA PRESIDENTE

**ARRETE n°2019-121
FIXANT LE FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE ET LES TARIFS DEPENDANCE 2019
DE L' EHPAD RESIDENCE BELLEVUE - VILLIERS LE BEL**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.314-1, L.314-2 et suivants, et R.314-1 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité ;

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-22 en date du 31 mars 2019, fixant la valeur moyenne départementale du point GIR servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT l'annexe 4A, sur l'activité prévisionnelle, prévue à l'article R.314-219 du Code de l'action sociale et des familles et transmise par l'établissement ;

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le forfait global dépendance pour l'exercice 2019 pour L' EHPAD RESIDENCE BELLEVUE, situé 50 AVENUE DE PARIS 95400 VILLIERS LE BEL, géré par « ORPEA S.A. », est fixé à **265 673,01 € TTC**.

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de L' EHPAD RESIDENCE BELLEVUE sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	18,75 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	11,89 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,05 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les ressortissants dont le domicile de secours se situe en dehors du Val d'Oise, pour les résidents non bénéficiaires de l'APA et pour l'application du ticket modérateur laissé à la charge des résidents.

ARTICLE 3 : Le tarif moyen journalier dépendance, en année pleine, applicable aux personnes de moins de 60 ans est fixé à **14,85 € TTC**. Pour les EHPAD dont les tarifs hébergement ont été arrêtés par le Département du Val d'Oise, ce tarif moyen est pris en compte dans le tarif fixant le prix de journée des moins de 60 ans.

ARTICLE 4 : La part du forfait global dépendance pour 2019 à la charge du Département du Val d'Oise, pour ses ressortissants bénéficiaires de l'APA et hébergés à L' EHPAD RESIDENCE BELLEVUE, est fixée à **83 309,45 € TTC** et sera versée à l'établissement par 12^{ème} le 20 de chaque mois. Le calcul du forfait n'ayant pas été arrêté au 1er janvier 2019, il sera versé par acompte mensuel, déduction faite des versements déjà réalisés depuis le 1er janvier 2019.

ARTICLE 5 : En application de l'article R.314-210 du CASF, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, justifiant l'utilisation de la ressource allouée, devra être transmis aux autorités de tarification.

ARTICLE 6 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires, mentionnés à l'article 2, à compter du 1er janvier 2020, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :	19,08 €
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :	12,11 €
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 :	5,14 €

ARTICLE 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise et le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

Fait à Cergy, le **17 JUIN 2019**

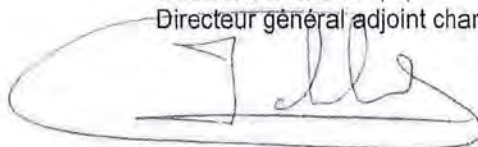
P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation


Mathieu BROUTIN

Chef de service

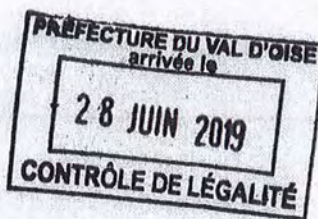
Secteur personnes âgées et SAAD

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE **17 JUIN 2019**



**ARRETE n°2019-122
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD RESIDENCE DES LYS - PIERRELAYE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Résidence des Lys", situé : 2 rue de la Paix - 95480 PIERRELAYE, géré par la SAS RESIDENCE LES SANSONNETS à Chars - KORIAN MEDICA FRANCE à Paris, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	75 170 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	229 511 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	216 342 €
TOTAL CHARGES BRUTES	521 023 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	521 023 €
Reprise de résultat 2017	0 €
MASSE BUDGETAIRE GLOBALE	521 023 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant de l'EHPAD "Résidence des Lys" sont fixés à :

Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans : **64,32 €**
 Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans : **84,56 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

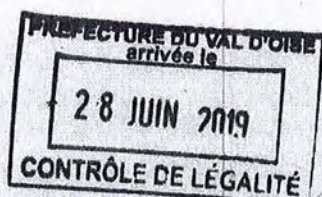
Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans : **63,82 €**
 Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans : **80,64 €**

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

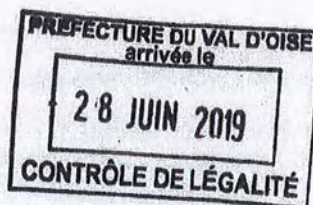
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



**ARRETE n°2019-123
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD RESIDENCE ARC EN CIEL - BEZONS**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Résidence Arc en Ciel", situé : 2 rue Gabriel Reby - 95870 BEZONS, géré par la SAS RESIDENCE LES SANSONNETS à Chars - KORIAN MEDICA FRANCE à Paris, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	231 688 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	664 412 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	489 183 €
TOTAL CHARGES BRUTES	1 385 283 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	1 385 283 €
Reprise de résultat 2016 (excédent)	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	1 385 283

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant à l'EHPAD "Résidence Arc en Ciel", sont fixés à :

Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans :66,30 €
 Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans :86,45 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif journalier hébergement TTC pour les plus de 60 ans :67,43 €
 Tarif journalier hébergement TTC pour les moins de 60 ans :83,99 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

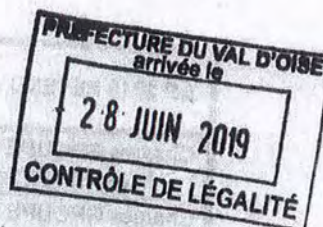
ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation



Laurent SCHLERET,
 Directeur général adjoint chargé de la solidarité



**ARRETE n°2019-126
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD SAINT LOUIS - PONTOISE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD SAINT LOUIS, situé 6 avenue de l'Ile de France, 95300 PONTOISE, géré par Mr AUBET ALEXANDRE, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	1 469 062,60 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	2 113 550,68 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	934 144 €
TOTAL CHARGES BRUTES	4 516 757,28 €
Total recettes en atténuation	33 225 €
TOTAL CHARGES NETTES	4 483 532,28 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	4 516 757,28 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD SAINT LOUIS, sont fixés à :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans 64,25 €
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans 82,88 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

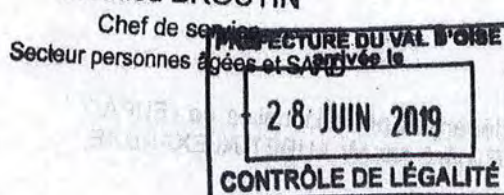
Tarif journalier hébergement plus de 60 ans 63,63 €
 Tarif journalier hébergement moins de 60 ans 82,95 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

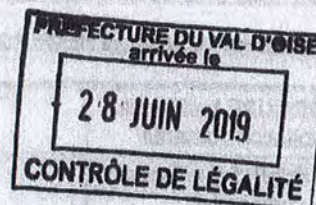
Mathieu BROUTIN



Fait à Cergy, le 28 JUIN 2019

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité



LA PRESIDENTE

ARRETE n°2019-127
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2019
DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD SAINT LOUIS - PONTOISE

LA PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 décembre 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "SAINT LOUIS", situé : 6 avenue de l'Île de France 95303 PONTOISE Cedex Centre Hospitalier René DUBOS, géré par M. AUBERT ALEXANDRE, sont autorisées comme suit :

Martin BROUIN
Chef de service
Sector personnes âgées et SVAO

BP 2019 RETENU - SECTION HEGERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	38 940 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	19 564 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	4 330 €
TOTAL CHARGES BRUTES	62 834 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	62 834 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	62 834 €

BP 2019 RETENU - SECTION DEPENDANCE	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	3 028 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	38 736 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	300 €
TOTAL CHARGES BRUTES	42 064 €
Total recettes en atténuation	0 €
TOTAL CHARGES NETTES	42 064 €
Reprise de résultat N -2	0 €
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	42 064 €

ARTICLE 2 : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD "SAINT LOUIS", sont fixés à :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :29,00 €

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :29,17 €

Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :18,50 €

Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : 7,84 €

Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :48,58 €

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

Tarif accueil journalier pour les plus de 60 ans :29,00 €

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 :28,93 €

Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 :18,35 €

Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : 7,79 €

Tarif accueil journalier pour les moins de 60 ans :48,41 €

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

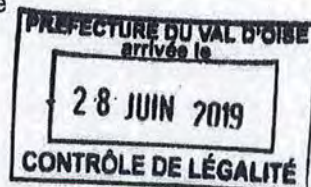
Pour Ampliation

Mathieu BROUTIN
Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

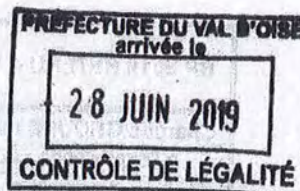
Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

LA PRESIDENTE



**ARRETE n°2019-128
FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2019
DE L'EHPAD ANNIE BEAUCHAIS - SARCELLES**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2019, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-27 du 21 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD "Annie Beauchais" situé : Contre allée Henri Dunant - 95200 SARCELLES, géré par La Croix Rouge Française, sont autorisées comme suit :

BP 2019 RETENU - SECTION HEBERGEMENT	
Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante	803 690 €
Charges GROUPE II afférentes au personnel	880 442 €
Charges GROUPE III afférentes à la structure	890 581 €
TOTAL CHARGES BRUTES	2 574 713 €
Total recettes en atténuation	246 100 €
TOTAL CHARGES NETTES	2 328 613 €
Reprise de résultat 2016	€
MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE	2 328 613 €

ARTICLE 2 : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD Annie Beauchais sont fixés à :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans **72,69 €**
Tarif journalier hébergement moins de 60 ans..... **89,80 €**

Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 3 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2020, les tarifs de l'année 2019 en année pleine, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, comme suit:

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans **73,16 €**
Tarif journalier hébergement moins de 60 ans..... **90,38 €**

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Pour Ampliation

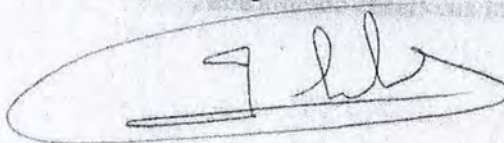
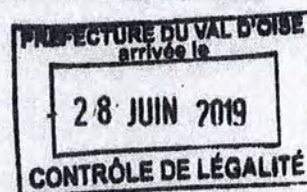
Fait à Cergy, le **28 JUIN 2019**

Mathieu BROUTIN

Chef de service
Secteur personnes âgées et SAAD

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

Ce recueil ne contient pas la totalité des actes du Département.
L'intégralité des délibérations du Conseil départemental et
de la Commission Permanente
peut être consultée
à l'Accueil principal du Conseil départemental
Bâtiment A
2 avenue du parc
CS 20201
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX DEPOSES
AU BUREAU DU COURRIER DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

Pour le Président,
Le Directeur Général
des Services du Département

GUY KAUFFMANN

IMPRIMERIE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE